



Rapport final

Collecte des données sur les indicateurs du plan stratégique du PNUD (IRRF) 2014-2017 et du Plan d'action du programme Pays du PNUD (CPAP) 2013-2017

**Youssoufou CONGO
Jean Robert GBEMA**

28 septembre au 06 novembre 2016

SOMMAIRE

Sommaire.....	ii
Acronymes et abréviations	iv
Tableaux	v
Résumé exécutif.....	vi
Introduction	1
0.1. Contexte d'exécution du CPAP 2013-2014 et de l'IRRF 2013-2017	1
0.2. Objectifs de la mission.....	1
0.3. Déroulement de la mission.....	2
Chapitre 1. Méthodologie.....	3
1.1. Démarche méthodologique et organisation de la collecte des données.....	3
1.2. Difficultés rencontrées.....	4
1.2.1. Difficultés rencontrés dans la réalisation de la mission.....	4
1.2.2. Difficultés rencontrées dans la collecte des données.....	4
Chapitre 2. Collecte et analyse des données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017	7
2.1. Brève présentation du CPAP 2013-2017.....	7
2.1.1. Axes stratégiques.....	7
2.1.2. Cadre d'exécution.....	9
2.1.3. Cadre budgétaire.....	9
2.2. Présentation des résultats de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017.....	10
2.2.1. Les données sur les indicateurs du niveau effet.....	10
2.2.2. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 1).....	13
2.2.3. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 2).....	20
2.2.4. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 3).....	25
2.2.5. Le genre.....	28
Chapitre 3- Collecte et analyse des données relatives aux indicateurs de l'IRRF 2014-2017.....	34
3.1. Brève présentation de l'IRRF 2014-2017.....	34
3.2. Présentation des résultats de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs de l'IRRF 2014-2017	35
3.2.1. Outcome 1 - Growth and development are inclusive and sustainable, incorporating productive capacities that create employment and livelihoods for the poor and excluded.....	35
3.2.2. Outcome 2 - Citizen expectations for voice, development, the rule of law and accountability are met by stronger systems of democratic governance.....	45
3.2.3. Outcome 3 - Countries have strengthened institutions to progressively deliver universal access to basic services.....	51
3.2.4. Outcome 4 - Faster progress is achieved in reducing gender inequality and promoting women's empowerment.....	53

3.2.5. Outcome 5 - Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change.....	58
3.2.6. Outcome 6 - Early recovery and rapid return to sustainable development pathways are achieved in post-conflict and post-disaster settings.	65
Chapitre 4. Principaux constats et recommandations	72
4.1. Collecte et analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017: principaux constats et recommandations	72
4.1.1. Principaux constats.....	72
4.1.2. Recommandations.....	74
4.2. Collecte et analyse des données sur les indicateurs de l'IRRF 2014-2017 : principaux constats et recommandations	75
4.2.1. Principaux constats.....	75
4.2.2. Recommandations.....	76
Références bibliographiques et sites web visités.....	77
Annexes.....	80
Annexe 1: Termes de référence de la mission.....	81
Annexe 2 : Liste des structures visitées et personnes rencontrées.....	85

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ANIMF	Association nationale des institutions de Microfinance
APROSEC	Association professionnelle des coopératives d'épargne et de crédit
BCC	Banque centrale du Congo
CAAFAG	Community Reintegration of Ex-Child Soldiers in Rutshuru Territory
CDMT	Cadres de dépenses à moyen terme
CDSMT	Cadres de dépenses sectoriels à moyen terme
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CIDD	Croissance inclusive et développement durable
COOPEC	Coopérative d'épargne et de crédit
CPAP	Country Program and Action Plan
DSCR	Document de la stratégie de croissance et réduction de la pauvreté
ETD	Entité territoriale décentralisée
FARDC	Forces armées de la RDC
FAO	Food and Agriculture Organization
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
FNUAP	Fonds des nations unies pour la population
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
IMF	Institution de microfinance
IRRF	Plan stratégique du PNUD Résultats intégrés et des Ressources
MED	Moyens d'existence durables
MONUSCO	Mission des Nations unies pour le Congo
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
ONU	Organisation des Nations unies
ORSEC	Organisation des Secours
PASMIF	Programme d'appui au secteur de la microfinance
PIB	Produit intérieur brut
PLASED	Planification, suivi et évaluation du développement
PNLMS	Programme national de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
QCPR	Quadrennial Comprehensive Policy Review
RBM	Roll back malaria
RDC	République Démocratique du Congo
SCR	Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
SGBV	Violence sexuelle basée sur le genre
SMRM	Suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité
SNU	Système des Nations unies
UNEP	United Nations Environment Program
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UN-REDD	United Nations Collaborative Program on Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation
UPAQ	Unité Plaidoyer Assurance Qualité
USD	Dollar des Etats-Unis
VIH/SIDA	Virus d'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

TABLEAUX

Tableau 1 : CPAP 2013-2017 : Programmation budgétaire	10
Tableau 2 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs du niveau effet du CPAP 2013-17.....	12
Tableau 3 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 1) du CPAP 2013-2017	14
Tableau 4 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 2) du CPAP 2013-2017	21
Tableau 5 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 3) du CPAP 2013-2017	26
Tableau 6 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 1) du CPAP 2013-2017.....	29
Tableau 7 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 2) du CPAP 2013-2017.....	31
Tableau 8 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 3) du CPAP 2013-2017.....	33
Tableau 9: Outcome 1 - Growth and development are inclusive and sustainable, incorporating productive capacities that create employment and livelihoods for the poor and excluded	36
Tableau 10: Outcome 2 – Citizen’s expectations for voice, development, the rule of law and accountability are met by stronger systems of democratic governance....	46
Tableau 11: Outcome 3 - Countries have strengthened institutions to progressively deliver universal access to basic services	52
Tableau 12: Outcome 4 - Faster progress is achieved in reducing gender inequality and promoting women’s empowerment	54
Tableau 13: Outcome 5 - Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change	59
Tableau 14: Outcome 6 - Early recovery and rapid return to sustainable development pathways are achieved in post-conflict and post-disaster settings	66

RESUME EXECUTIF

1. Contexte d'exécution du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017 et justification de la mission de collecte et d'analyse des données

- i. En appui aux efforts du Gouvernement Congolais, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a adopté en 2012 un nouveau *Country Program and Action Plan* (CPAP) 2013-2017 basé sur les priorités nationales et sur le Programme Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) 2013-2017 pour la RDC. Le CPAP est articulé autour de deux piliers d'intervention du programme : "Croissance Inclusive et Développement Durable" et "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie".
- ii. Le CPAP 2013-2017 contribue à l'atteinte de 3 effets PNUAD : Effet 1 (« Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC »), Effet 2 (« Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emploi et de générer des revenus »), et Effet 3 (« L'État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte »). Il comporte 58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit et 6 indicateurs du niveau effet répartis entre les deux piliers d'intervention du programme que sont la "Croissance Inclusive et Développement Durable" et la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie". Ajoutons à cela que les questions transversales telles que le genre font partie intégrante des deux composantes du programme.
- iii. En septembre 2013, le PNUD a adopté au niveau global, son plan stratégique (IRRF) 2014-2017 dont la vision est de parvenir simultanément à éradiquer la pauvreté et à réduire sensiblement les inégalités et l'exclusion sociale. Ce plan comporte 7 effets dont la performance est mesurée à travers de plus de 187 indicateurs du niveau produit et effet. L'adoption par le PNUD de ce plan a fait de l'alignement du programme et projets de tous les bureaux pays du PNUD au monde au dit plan, une exigence mandataire.
- iv. Le PNUD RDC a conduit l'exercice d'alignement de son programme et de tous ses projets aux effets et aux produits sur ledit plan stratégique ; plaçant ainsi le PNUD RDC dans l'obligation de renseigner annuellement les indicateurs du plan stratégique auxquels les projets du bureau pays ont été liés.
- v. Dans cette même lancée, une grande opération de collecte de données des indicateurs IRRF du Plan stratégique a été organisée en février 2014, permettant ainsi de collecter les valeurs de référence de chacun de ces indicateurs pour la RDC, lesquelles baselines ont permis de fixer les cibles annuelles 2015, 2016 et 2017.

- vi. Le cycle programmatique combiné du CPAP du PNUD RDC et du Plan Stratégique du PNUD se trouve en 2016 à une année de son terme et nécessite une mise à jour des résultats atteints dans ce cadre. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente collecte de données qui se justifie par la nécessité d'avoir des données quantitatives et qualitatives basées sur des évidences réelles en vue de mesurer les progrès accomplis depuis 2014 en rapport avec les cibles 2016 des indicateurs du CPAP 2013-2017 et ceux du cadre intégré des résultats et ressources de l'IRRF 2014-2017 du PNUD.

2. Objectifs de la mission

- vii. L'objectif principal de la mission est de collecter, analyser et mettre à jour les données de mesure des indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action (CPAP) 2013-2017 et du Plan Stratégique (IRRF) 2014-2017 du PNUD RDC au regard du cadre de performance élaboré en 2014 afin de permettre au bureau pays PNUD RDC de produire la situation actuelle des indicateurs de son cadre de résultats intégrant aussi bien les indicateurs du CPAP (2013-2017) que ceux de l'IRRF (2014-2017).

- viii. Il s'agit plus spécifiquement de :

- ✓ Collecter et analyser les données désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) sur les 58 indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action (CPAP) du PNUD 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016 ;
- ✓ Collecter et analyser les données désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) sur les indicateurs du Plan Stratégique (IRRF) 2014-2017 auxquels le programme du PNUD RDC est lié et ce pour l'année 2016 ;
- ✓ Renseigner les valeurs actuelles 2016 des indicateurs des cadres de résultats du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017 ;
- ✓ Documenter les évidences et sources de données pour chaque résultat indiqué.

3. Collecte et analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017 : principaux constats et recommandations

Principaux constats

- ix. Les nombreuses contraintes de la collecte des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2014 n'ont pas permis d'approfondir l'analyse des données collectées et partant faire une analyse rigoureuse des progrès enregistrés sur la période 2013-2016. Parmi les principales contraintes qui ont impacté l'analyse des données collectées on peut citer :

- ✓ Le fait qu'une bonne partie des données disponibles sont incomplètes. Cette situation s'explique est due à la fois à la non disponibilité des rapports d'évaluation de nombreux projets de relèvement communautaire et des rapports d'activités de tous les projets et programmes exécutés dans le cadre de la composante "Croissance Inclusive et Développement Durable" et au fait que la collecte des données a été faite avant fin 2016. Certaines sources pertinentes d'information pour l'année 2016 ne seront disponibles qu'en 2017.

- ✓ Une adéquation insuffisante de la définition de certains indicateurs : par exemple, pour les indicateurs « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant » et « Taux de croissance du PIB du secteur agricole », il n'est indiqué nulle part qu'il s'agit du PIB nominal ou du PIB réel. Ou comment déterminer que 70% des statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière existent ?
 - ✓ L'absence, pour certains indicateurs (l'existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, national et central sur une base régulière, le nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées, le nombre d'emplois créés à travers les filières porteuses développées, l'existence d'un budget national sensible au genre intégrant l'aide élaboré et publié, la proportion du revenu national moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national, le nombre de projets transfrontaliers et régionaux, la proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles), de baseline.
 - ✓ L'absence, pour d'autres indicateurs (le nombre de provinces et ETD qui adoptent et utilisent un mécanisme de gestion transparente des ressources budgétaires, la proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles et le nombre d'outils standards de planification, d'analyse et de gestion des ressources naturelles et de gestion des terres de qualité disponibles), de cibles.
 - ✓ La fixation de cibles pas réalistes : par exemple en 2017, la cible proposée pour l'indicateur « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant » est de 9.10% alors même que le taux de croissance annuelle du PIB projeté est inférieur à 9%. De même, la cible proposée pour l'indicateur « Taux d'investissement du secteur privé dans l'économie verte » est de 20%, tandis que celle de l'indicateur « Proportion du revenu annuel moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national » a été fixée à 100% ou encore celle de l'indicateur « Nombre de standards appliqués en matière de gestion des ressources naturelles » qui est également de 100% alors que la baseline est de 0%!
- x. Des progrès significatifs sont observés dans les indicateurs du niveau effet du programme sur la période 2013-2016 (à l'exception de deux indicateurs). Toutefois, seulement 2 cibles sur 6 proposées pour 2017 ont d'ores et déjà été atteintes. Beaucoup reste donc à faire puisque 4 cibles n'ont pas été atteintes et ne le seront probablement pas fin 2017.
- xi. La plupart des indicateurs de la composante « Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie » sont à la traîne et sur les 50 cibles proposées, seules 2 cibles ont été d'ores et déjà atteintes, tandis que 3 cibles l'ont été en grande partie. La majorité des cibles (63%) n'ont pas été atteintes. Il faut cependant souligner que de nombreuses contraintes majeures de nature exogènes ont impacté les résultats de cette composante : le contexte politique ou sécuritaire évolue pas toujours dans un sens favorable ; certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local ne sont pas toujours

motivés et leur efficacité est très souvent freinée par leurs faibles capacités ; le processus de décentralisation est plombé par des problèmes récurrents de financement et les provinces et les ETD manquent de moyens ; certains acteurs ne respectent pas les engagements pris ; etc.

- xii. Les progrès enregistrés en rapport avec la composante “Croissance Inclusive et Développement Durable” du CPAP (Effet 2), eux, sont très encourageants car entre 2013 et 2016, la situation d’un grand nombre d’indicateurs s’est nettement améliorée et dans 55,56% des cas, les cibles proposées ont d’ores et déjà été atteintes. En tenant compte que la collecte des données a été faite avant fin 2016 et que le bilan dressé n’intègre pas l’ensemble des activités des projets et programmes de relèvement communautaire clôturés, le taux d’atteinte des cibles en 2017 pourra atteindre 80%.
- xiii. Quelques indicateurs de l’Effet 3 de la composante “Croissance Inclusive et Développement Durable” du CPAP ont connu aussi des avancés, mais de façon générale, les progrès relatifs à cet Effet sont décevants. Plus de 60% des cibles proposées pour 2017 n’ont pas été atteintes.
- xiv. On ne peut pas comprendre les progrès décevants enregistrés en rapport avec la composante “Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie” sans prendre en compte l’incidence les facteurs exogènes certains partenaires d’exécution au niveau central, provincial et local ne sont pas toujours motivés et leur efficacité est freinée par leurs faibles capacités ; le processus de décentralisation est plombé par des problèmes récurrents de financement et les provinces et des ETD manquent de moyens ; certains acteurs de respectent pas les engagements pris ; etc.
- xv. L’aspect genre n’est pas suffisamment pris en considération dans le CPAP, du moins si l’on se réfère à la proportion des indicateurs « genre » dans l’ensemble des indicateurs du programme. Sur 58 indicateurs du programme, seulement 15 indicateurs (25.86%) sont directement ou indirectement en rapport avec l’institutionnalisation du genre, la promotion de l’égalité des sexes, l’autonomisation économique, financière et sociale de la femme.

Recommandations

- xvi. On ne peut comprendre les difficultés rencontrées dans la collecte des données du CPAP 2013-2017 et dans l’évaluation des progrès enregistrés sans prendre en compte le fait que certains indicateurs ont été définis de façon adéquate et/ou n’ont pas été assortis de cibles intermédiaires. Il conviendrait donc, pour les futurs CPAP à élaborer, de revoir les indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet) et de s’assurer qu’ils ont été définis de façon adéquate pour rendre la collecte des données et l’évaluation des progrès réalisés plus aisées (pour certains agrégats macro-économiques, le PIB, par exemple, indiquer s’il s’agit du PIB réel ou du PIB nominal) et qu’ils ont été assortis de cibles intermédiaires et pas uniquement des cibles à la fin du programme pour faciliter également la collecte des données et surtout les évaluations à mi-parcours.

- xvii. La collecte et l'analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017 a révélé la nécessité de s'assurer que, pour tous les indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet), les baseline et les cibles ont été données et que les cibles proposées sont suffisamment réalistes, par exemple ne sous-estiment pas l'ampleur des changements dans le cadre macro-économique et financier, et tiennent compte du nouveau découpage du territoire.
- xviii. La prise en compte du genre s'avère encore faible dans l'élaboration et la mise en œuvre du Programme CPAP 2013-2014. Cette situation devrait être corrigée par un accroissement du nombre d'indicateurs directement ou indirectement en rapport avec l'aspect genre et donc de la proportion des indicateurs « genre » dans l'ensemble des indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet) des futurs CPAP à élaborer.
- xix. Autant les progrès décevants enregistrés en rapport avec la composante "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et le volet PLASED de la composante CIDD sont intrinsèquement liés les facteurs de nature exogène (l'évolution du contexte politique ou sécuritaire, le manque de volonté/motivation ou d'efficacité de certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local, etc.), autant ils tiennent au choix du PNUD de répondre aux besoins de tous les acteurs (acteurs au niveau central, provincial et local) en même temps, alors même que les ressources disponibles ne permettent pas toujours de le faire efficacement. On peut dès lors imaginer un scénario où le PNUD interviendrait soit en appui aux institutions au niveau central, soit en appui aux institutions provinciales et locales, ce en fonction de l'acuité des besoins ressentis, de la présence/absence d'autres PTF sur le créneau... et dans tous les cas, éviterait, surtout si les ressources mobilisées sont limitées, de se disperser en voulant satisfaire tout le monde en même temps. Mais ceci suppose que le PNUD soit aussi en mesure d'amener les bailleurs de fonds des projets et programmes à financer les besoins des institutions au niveau central plutôt que ceux des institutions au niveau provincial et local ou l'inverse.
- xx. On ne peut pas non plus comprendre les moindres progrès réalisés en rapport avec l'Effet 3 du Pilier "Croissance Inclusive et Développement Durable" sans tenir compte des retards pris dans le démarrage certains projets ou le report du démarrage d'autres projets. Par exemple, le lancement du projet « Promotion des micro et mini centrales hydroélectrique en RDC » a été reportée plus d'une fois. Lancer ce projet en 2017 accroîtrait le pourcentage des populations rurales ayant accès à l'énergie renouvelable.

4. Collecte et analyse des données sur les indicateurs de l'IRRF 2014-2017 : principaux constats et recommandations

Principaux constats

- xxi. Les mêmes insuffisances de données n'ont pas non plus permis de faire une analyse approfondie des données collectées en rapport avec l'IRRF : la disponibilité des informations pour l'année 2016, le nombre réduit des sources, l'absence d'un système

de collecte de l'information par les projets et programmes mis en œuvre par le PNUD, le manque de disponibilité de certains responsables et membres des équipes des deux piliers du programme, la transmission tardive des informations par certains membres des équipes des deux piliers de CPAP, le fait que le PNUD n'a pas développé des projets d'urgence en 2016, etc.

xxii. Les résultats de la collecte et d'analyse des indicateurs de l'IRRF pour l'année 2016 montrent que certaines cibles seront atteintes en 2017 et d'autres probablement pas. Parmi les cibles qui seront atteintes, on peut citer les indicateurs de l'outcome 1. La plupart des indicateurs de l'outcome 2 et, dans une moindre mesure, ceux de l'outcome 4 ne seront probablement pas atteints surtout si le processus électoral en cours en RDC est renvoyé en 2017 ou 2018. Il y a aussi un risque que, pour les indicateurs des outcomes 5 et 6, les cibles fixées ne soient pas atteintes. Ces indicateurs ont trait aux mesures de réduction de probabilité des conflits, de risque de catastrophes naturelles, le relèvement précoce et le retour rapide à des voies de développement durable dans les zones de post-conflit et post-catastrophe, etc.

Recommandations

xxiii. Les difficultés rencontrées dans la collecte des données sur les indicateurs de l'ensemble des outcomes de l'IRRF mettent en évidence la défaillance du système de suivi-évaluation (S&E) des différents piliers du programme Pays du PNUD. Cette défaillance du système de S&E s'explique en grande partie par l'absence d'un personnel de S&E notamment pour le pilier 2 qui a deux effets du CPAP sur les trois mais qui n'a aucun staff S&E sensé gérer les questions de S&E et d'assurer la collecte régulière de données. Résultat : il est difficile de renseigner bon nombre d'indicateurs qui en principe avec l'organisation d'un bon système de suivi-évaluation de différents projets aurait pu se faire aisément. Il convient dès lors de mettre l'accent sur la collecte des données par projet/programme et qu'une base des données pour chaque pilier soit constituée et mise à jour régulièrement. Par ailleurs, des données qualitatives (système de notation) à priori difficiles à renseigner peuvent l'être facilement si un système de focus group est réalisé avec les principaux responsables des projets.

INTRODUCTION

0.1. Contexte d'exécution du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017

Le plan d'action du programme pays du PNUD en République Démocratique du Congo (PNUD RDC) pour la période 2013-2017 (CPAP 2013-2017) comporte 58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit et 6 indicateurs du niveau effet répartis entre les deux piliers d'intervention du programme que sont la "Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD)" et la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie".

En septembre 2013, le PNUD a adopté au niveau global, son plan stratégique 2014-2017 dont la vision est de parvenir simultanément à éradiquer la pauvreté et à réduire sensiblement les inégalités et l'exclusion sociale. Ce plan comporte 7 effets dont la performance est mesurée à travers de plus de 187 indicateurs du niveau produit et effet. L'adoption par le PNUD de ce plan a fait de l'alignement du programme et projets de tous les bureaux pays du PNUD au monde au dit plan, une exigence mandataire.

Le PNUD RDC a conduit l'exercice d'alignement de son programme et de tous ses projets aux effets et aux produits sur ledit plan stratégique ; plaçant ainsi le PNUD RDC dans l'obligation de renseigner annuellement les indicateurs du plan stratégique auxquels les projets du bureau pays ont été liés.

Dans cette même lancée, une grande opération de collecte de données des indicateurs IRRF du Plan stratégique a été organisée en février 2014, permettant ainsi de collecter les valeurs de référence de chacun de ces indicateurs pour la RDC, lesquelles baselines ont permis de fixer les cibles annuelles 2015, 2016 et 2017.

Le cycle programmatique combiné du CPD du PNUD RDC et du Plan Stratégique du PNUD se trouve en 2016 à une année de son terme et nécessite une mise à jour des résultats atteints dans ce cadre. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente collecte de données qui se justifie par la nécessité d'avoir des données quantitatives et qualitatives basées sur des évidences réelles en vue de mesurer les progrès accomplis depuis 2014 en rapport avec les cibles 2016 des indicateurs du CPAP 2013-2017 et ceux du cadre intégré des résultats et ressources du Plan stratégique 2014-2017 du PNUD.

0.2. Objectifs de la mission

L'objectif principal de la mission est de collecter, analyser et mettre à jour les données de mesure des indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action (CPAP) 2013-2017 et du Plan Stratégique (IRRF) 2014-2017 du PNUD RDC au regard du cadre de performance élaboré en 2014 afin de permettre au bureau pays PNUD RDC de produire la situation actuelle des indicateurs de son cadre de résultats intégrant aussi bien les indicateurs du CPAP (2013-2017) que ceux de l'IRRF (2014-2017).

Il s'agit plus spécifiquement de :

- Collecter et analyser les données désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) sur les 58 indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action (CPAP) du PNUD 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016 ;
- Collecter et analyser les données désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) sur les indicateurs du Plan Stratégique (IRRF) 2014-2017 auxquels le programme du PNUD RDC est lié et ce pour l'année 2016 ;
- Renseigner les valeurs actuelles 2016 des indicateurs des cadres de résultats du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017 ;
- Documenter les évidences et sources de données pour chaque résultat indiqué.

0.3. Déroulement de la mission

La mission de collecte et analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017 s'est déroulée en trois grandes phases :

- La revue documentaire et l'élaboration du rapport initial (du 28/09 au 01/10/2016) ;
- La finalisation du rapport initial et la recherche documentaire complémentaire (du 02 au 19/10/2016) ;
- Les visites de terrain à Kinshasa, la restitution des résultats provisoires et la rédaction du rapport (du 20/10 au 13/11/2016).

Le présent rapport intérimaire est structuré en quatre (4) chapitres :

- Le premier chapitre présente la méthodologie utilisée pour collecter les données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017.
- Le second chapitre présente et analyse les résultats de la collecte des données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016, tandis que le troisième chapitre est consacré à la collecte et l'analyse des données sur indicateurs de l'IRRF 2014-2017 pour l'année 2016.
- Le quatrième chapitre enfin fait la synthèse des principaux constats de la mission de collecte des données relatives aux indicateurs du programme Pays du PNUD RDC (CPAP) 2013-2017 et du plan stratégique du PNUD RDC (IRRF) 2014-2017 et formule des recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre des futurs programmes Pays et plans stratégiques.

METHODOLOGIE

Ce chapitre présente brièvement l'approche méthodologique et l'organisation de la collecte des données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017 et de l'IRRF 2014-2017. Il donne également un bref aperçu des principales difficultés rencontrées dans la collecte des données.

1.1. Approche méthodologique et organisation de la collecte des données

Au plan l'approche, le processus de collecte des données relatives au CPAP 2013-2014 et de l'IRRF 2014-2017 a été conduit de façon participative en impliquant les parties prenantes (l'Unité Plaidoyer et Assurance Qualité et les Piliers "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et "Croissance Inclusive et Développement Durable", notamment) et en prenant en compte leurs attentes et leurs besoins ainsi que les commentaires et observations faits par elles lors des séances briefing et de débriefings, des réunions de travail ou de la séance de restitution.

Au plan organisationnel, le processus a été conduit à la fois par le Consultant international et le Consultant national constitués en équipe. Cependant, étant donné le très grand nombre d'indicateurs (6 indicateurs du niveau effet et 58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit pour le CPAP 2013-2017 et 183 indicateurs pour l'IRRF 2014-2017) et donc de la très grande quantité de données à collecter, ceux-ci se sont répartis les responsabilités entre eux ; le Consultant international étant responsable non seulement de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs du CPAP mais aussi du déroulement et de l'aboutissement de tout le processus, y compris le pilotage de la rédaction des rapports et en garantir la qualité, et le Consultant national, de la collecte et l'analyse des données sur l'IRRF et la participation à la rédaction des rapports.

Au plan technique (collecte et analyse des données), ce processus s'est appuyé sur divers documents et sur les entretiens avec les parties prenantes. Les documents mis à la disposition de la mission par l'équipe de l'UPAQ et par les responsables et les équipes des deux composantes du CPAP peuvent être répartis en trois groupes : (1) les documents de base (Le Plan Stratégique du PNUD pour 2014-2017, le Plan d'action pour la mise en œuvre de programmes Pays entre le Gouvernement de la RDC et le PNUD 2013-2017, le Cadre des Résultats CPAP/CPD 2013-2017 de la RDC, le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement – PNUAD 2013–2017 et le Plan d'action pour la Mise en œuvre de Programmes Pays entre le Gouvernement de la RDC et le PNUD (CPAP 2013-2017) ; (2) les rapports d'évaluation des projets et programmes (les rapports d'évaluation à mi-parcours du CPAP 2013-2017, les rapports d'évaluation finale du PASMIF II, du Projet PANA-ASA, du projet PANA-AFE, du projet PANA-COTIER. etc.) ; et (3) les documents des projets et programmes (le Prodoc du Projet « Promotion des micro et mini centrales hydroélectriques en RDC », notamment). La mission a également exploité des documents disponibles sur les sites web du PNUD et des autres agences

du système des Nations Unies (Banque mondiale, FAO, UNEP, etc.), des ministères nationaux (ministères du Budget, du Plan et SMRM, des Finances, de l'Environnement, des Relations avec le parlement, de la Justice, etc.), de la Banque centrale du Congo et de la CENI, et d'ONG/OSC (Association des provinces, APROCEC, ANIMF, etc.) et interviewé les parties prenantes (équipes et responsables des Piliers "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et "Croissance Inclusive et Développement Durable", conseillers au programme, responsable de l'Ex-PASMIF II), les partenaires d'exécution (ministères nationaux, Banque Centrale du Congo, PNLMS, CENI) et les acteurs clés (APROCEC et ANIMF).

Pour les données relatives aux indicateurs du CPAP 2013-2017, nous avons observé leur comportement entre 2013 et 2016. Ils ont été ensuite analysés pour juger de leur robustesse au regard des cibles proposées en 2017 et donc au regard des objectifs poursuivis par le programme sur la période 2013-2017. Pour l'IRRF, la collecte des données a porté uniquement sur l'année 2016. Aussi, sa performance a été appréciée en comparant les résultats obtenus en 2016 et les cibles proposées en 2017.

1.2. Difficultés rencontrées

1.2.1. Difficultés rencontrées dans la réalisation de la mission

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de la mission sont, entre autres :

- La très faible quantité de documents mis à disposition de l'équipe de consultants dès le démarrage de la mission ;
- Si l'équipe de l'UPAQ et certains responsables et membres des équipes des Piliers "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et "Croissance Inclusive et Développement Durable" du CPAP se sont mobilisés pour appuyer la mission, la transmission tardive des informations à celle-ci a contribué à réduire considérablement le temps consacré à l'analyse des données et à la rédaction du rapport.
- La durée de la mission relativement courte, qui n'a pas permis de visiter les provinces cibles (les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri, notamment). Résultat : la mission n'a pas pu rencontrer le personnel de terrain des projets et programmes, les chefs de bureaux et d'antennes PNUD et les bénéficiaires du Programme. Or, une telle activité leur aurait permis de collecter le maximum de d'informations sur les interventions du PNUD dans ces provinces et, partant, assurer la triangulation.

1.2.2. Difficultés rencontrées dans la collecte des données

La non disponibilité des rapports d'évaluation et des rapports d'activités de nombreux projets et programmes exécutés dans le cadre du CPAP 2013-2017 et le fait que les sites web des ministères nationaux sont soit inaccessibles (le site web du Ministère du Budget, par exemple) soit très pauvres en documents récents en rapport avec les indicateurs du CPAP et de l'IRRF (les sites web des ministères du Plan et SMRM, des Finances, de l'Economie ou de l'Environnement, notamment) n'ont pas permis de collecter des informations exhaustives et cohérentes. A titre d'exemple, la mission n'a pas pu accéder aux rapports d'évaluation de

certaines projets de relèvement communautaire (projet Sud Ubangi, projets IRF Kalehe et Nyunzu et projet CAAFAG1 car ces évaluations sont en cours) ni aux rapports d'activités des projets et programmes mis en œuvre par toutes les composantes du CPAP.

Par ailleurs, il n'a pas été possible d'apprécier l'évolution de certains indicateurs du CPAP 2013-2016, d'une part, parce que la collecte des données a été faite avant la fin de 2016. Or des projets mis en œuvre dans le cadre de l'Effet 3 de la composante 2 du CPAP se poursuivront jusqu'à cette date, voire au-delà de cette date. D'autre part, nombre de sources pertinentes d'information ne seront disponibles qu'en 2017 (le rapport de la Banque Centrale du Congo 2016, les données de la Banque mondiale pour l'année 2016, etc.). Parmi les indicateurs du CPAP pour lesquels il n'a pas été possible d'apprécier l'évolution, citons l'existence d'un fichier électoral permanent et fiable, le pourcentage des femmes enrôlées dans le fichier électoral ou le pourcentage de femmes candidates aux élections provinciales et locales, et de la plupart des indicateurs relatifs à l'Effet 3 du CPAP (changement climatique et environnement).

Il n'a pas été non plus aisé de collecter des données sur certains indicateurs en raison de certaines insuffisances, notamment dans leur définition qui n'est pas suffisamment explicite (Par exemple, pour les indicateurs « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant » et « Taux de croissance du PIB du secteur agricole », il n'est indiqué nulle part qu'il s'agit du PIB nominal ou du PIB réel. Ou comment déterminer que 70% des statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière existent ? Mentionnons aussi l'absence, dans certains cas, de baselines¹ ou de cibles², et de la fixation de cibles pas réalistes. Par exemple en 2017, la cible proposée pour l'indicateur « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant est de 9.10% alors même que le taux de croissance annuelle du PIB projeté est inférieur à 9%. De même, la cible proposée pour l'indicateur « Taux d'investissement du secteur privé dans l'économie verte » est de 20%, tandis que celle de l'indicateur « Proportion du revenu annuel moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national » a été fixée à 100% ou encore celle de l'indicateur « Nombre de standards appliqués en matière de gestion des ressources naturelles » qui est également de 100% alors que la baseline est de 0%! Toujours est-il que, dans certains cas, il a fallu recourir à des proxis (par exemple, le « Taux de croissance de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture » pour lequel des données existent au lieu du « Taux de croissance de PIB du secteur agricole », le « Niveau global de la capacité statistique » au lieu de l'« Existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière », au la « Part du budget national alloué à la protection de l'environnement » au lieu de la « Part du budget national alloué à la gestion des ressources naturelles »).

¹. 1. L'existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, national et central sur une base régulière ; 2. Le nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées ; 3. Le nombre d'emplois créés à travers les filières porteuses développées ; 4. L'existence d'un budget national sensible au genre intégrant l'aide élaboré et publié ; 5. La proportion du revenu national moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national ; 6. Le nombre de projets transfrontaliers et régionaux ; et 7. La proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles.

². Nombre de provinces et ETD qui adoptent et utilisent un mécanisme de gestion transparente des ressources budgétaires, proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles et le nombre d'outils standards de planification, d'analyse et de gestion des ressources naturelles et de gestion des terres de qualité disponibles.

Pour ce qui concerne la collecte des données sur les indicateurs de l'IRRF 2014-2017 pour l'année 2016, il n'a pas été possible d'apprécier la situation des indicateurs associés à l'Outcome 6 – celui-ci vise un redressement rapide des situations humanitaires d'urgence et un retour vers le développement durable – pour la simple raison que le PNUD n'a pas développé des projets d'urgence en 2016. Plus généralement, les difficultés majeures auxquelles la mission a été confrontée est la disponibilité des informations pour l'année 2016 ainsi que le nombre réduit des sources. En effet, la plupart des projets et programmes exécutés dans le cadre du programme pays du PNUD n'ont pas mis en place un système de collecte de l'information. Et quand un tel système existe, il n'est pas toujours mis à jour. Il y a aussi que certains responsables et membres des équipes des deux piliers du programme n'ont pas pu se disponibiliser pour fournir à la mission les informations dont elle avait besoin. Ensuite, comme mentionnée dans l'introduction, la transmission tardive des informations par certains membres des équipes des deux piliers de CPAP a contribué à réduire le temps consacré à l'analyse des données et à la rédaction du rapport. Enfin, la mission n'a pas pu se rendre sur le terrain et rencontrer les chefs des projets et programmes et donc confronter les données secondaires. Une telle activité aurait permis d'assurer la triangulation.

COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES RELATIVES AUX INDICATEURS DU CPAP 2013-2017

Afin d'aider à comprendre les résultats de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs du Programme Pays et Plan d'Action (CPAP) 2013-2017 et partant des effets attendus dudit programme, la première section de ce chapitre présente brièvement le programme et plus singulièrement ses axes stratégiques, le cadre d'exécution et le cadre budgétaire. Les résultats de la collecte et l'analyse des données sur les 58 indicateurs du CPAP 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016 sont ensuite présentés. La troisième section est consacrée à l'analyse de l'ensemble des données qui ont été collectées sur le Net ou sur le terrain, auprès des parties prenantes (PNUD et institutions nationales). A l'aide de ces données, nous tentons de vérifier si les différents projets/programmes et actions mis en œuvre dans le cadre du CPAP 2013-2017 ont effectivement contribué, d'une part, à l'amélioration des indicateurs tout au long de la période d'exécution du programme et, d'autre part, à atteindre les cibles pour l'année 2017.

2.1. Brève présentation du CPAP 2013-2017

2.1.1. Axes stratégiques

En appui aux efforts et initiatives du Gouvernement Congolais, le PNUD a adopté en 2012 un nouveau *Country Program and Action Plan* (CPAP) en République Démocratique du Congo pour la période 2013-2017 (CPAP 2013-2017) basé sur les priorités nationales, notamment celles de la SCRP II 2011-2015³ et du Programme du nouveau Gouvernement 2012-2016. Il est entièrement compatible avec "La vision prospective RDC 2035" et aligné tant sur la SCRP II que sur le Programme Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) 2013-2017 pour la RDC adopté également en 2012 qui privilégie les interventions prioritaires telles que le renforcement du cadre institutionnel et des structures citoyennes en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement, l'appui aux institutions publiques pour la mise en œuvre efficace et concertée de politiques et programmes d'accompagnement des acteurs-clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emplois et de revenus, l'appui à apporter aux populations et en particulier aux femmes et aux autres groupes vulnérables pour leur permettre de tirer profit d'une offre accrue de services sociaux de base de qualité avec un intérêt particulier pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix, l'amélioration et à l'élargissement de la réponse nationale à l'épidémie de VIH/SIDA, l'appui à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et à la promotion d'une économie verte ou le raffermissement et la

³. La SCRP II 2011-2015 comprend 4 axes stratégiques prioritaires : la poursuite et la finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat, la consolidation de la stabilité du cadre macro-économique et l'accélération de la croissance et la création d'emplois, l'améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population et le renforcement du capital humain et de l'éducation citoyenne ; Taux de croissance annuelle du Produit Intérieur Brut par habitant

consolidation des progrès significatifs en matière de protection des civils, de respect des droits humains et de réduction des tensions et conflits.

Le CPAP 2013-2017 contribue à l'atteinte des 3 effets PNUAD suivants : (i) le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC (Effet 1), (ii) les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emploi et de générer des revenus (Effet 2) et, (iii) l'État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte (Effet 3). Il est articulé autour de deux piliers d'intervention ou composantes : la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et la "Croissance Inclusive et Développement Durable". La première composante recouvre les interventions dans le domaine de la consolidation de la paix et renforcement de la démocratie, et la seconde composante, les interventions tant dans le domaine de la croissance inclusive et développement durable que dans le domaine des changements climatiques et la gestion des ressources naturelles).

Le cadre logique de la composante "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" du Programmes est structuré ainsi :

Objectif général : consolider la paix et renforcer la démocratie en RDC.

Résultat 1 : La législation essentielle aux réformes est adoptée, le contrôle de l'action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs.

Résultat 2 : L'appropriation nationale en matière d'organisation et de gestion du processus électoral est assurée.

Résultat 3 : L'autorité de l'Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cibles.

Résultat 4 : L'administration publique est restructurée et capable de rendre des services publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption.

Résultat 5 : La planification du développement, la programmation et les mécanismes de gestion des ressources sont opérationnels et performants dans les provinces et ETD.

Le cadre logique de la composante "Croissance Inclusive et Développement Durable" du programme, lui, est structuré comme suit :

Objectif général de l'Effet 2 : Améliorer l'efficacité des institutions publiques dans la mise en œuvre des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emploi et de générer des revenus.

Résultat 1 : Les politiques et programmes publics sont mieux orientés au niveau central et provincial et les chaînes de valeur sont développées et pourvoyeuses d'emplois.

Résultat 2 : L'économie nationale et les actions de développement sont orientées par une vision stratégique.

Résultat 3 : L'aide est intégralement retracée et intégrée au budget et aux comptes de la nation.

Résultat 4 : Le climat des affaires est amélioré et l'accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru.

Objectif général de l'Effet 3 : améliorer la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et promouvoir l'économie verte"

Résultat 1 : La RDC dispose des capacités d'opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d'utilisation des terres.

Résultat 2 : La RDC investit progressivement dans l'économie verte (Résultat 2, Effet 3) ;

Résultat 3 : (vii) Le pays développe des mécanismes de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles.

Résultat 4 : (viii) L'accès des populations rurales à l'hydro-électricité et aux autres sources d'énergies propres est accru.

Rappelons que le CPAP 2013-2017 comporte 58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit et 6 indicateurs du niveau effet⁴ répartis entre les deux piliers d'intervention du programme que sont la "Croissance Inclusive et Développement Durable" et la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie".

2.1.2. Cadre d'exécution

Sans entrer dans les détails, disons que le CPAP 2013-2017 est exécuté à la fois par le Gouvernement central et ses démembrements, les gouvernements des provinces cibles, le PNUD, les autres agences du SNU (FAO, UNICEF, UN-HABITAT, MOSUSCO, etc.) et les partenaires hors SNU (ONG nationales, ONG d'inspiration internationale, organisations de la société civile, etc.). La planification et les revues des du PNUD se font aussi conjointement entre le Gouvernement, le PNUD, les autres agences du SNU et les partenaires hors SNU.

2.1.3. Cadre budgétaire

Le coût total induit par la mise en œuvre du CPAP est estimé à environ 549 millions de dollars (Tableau ci-après). La répartition de ce montant entre les trois effets du Programme est la suivante : Effet 1 (69,45%), Effet 2 (15,70%) et Effet 3 (14,85%).

⁴. 1. Taux de satisfaction de la population pour les services publics (justice, police, armée) ; 2. Nombre d'institutions mises en place et fonctionnelles conformément à la constitution de 2006 ; 3. Pourcentage du budget national alloué en faveur des services sociaux de base ; 4. Taux de croissance annuelle du Produit Intérieur Brut par habitant ; 5. Taux de croissance annuelle du PIB du secteur agricole ; 6. Taux de déforestation.

Tableau 1 : CPAP 2013-2017 : Programmation budgétaire

N°	Effets	Allocations budgétaires (USD)			
		Ressources régulières	Autres ressources	Global	
				Montant	%
1.	"Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC"	34 798 200	346 826 160	381 624 360	69,45
2.	"Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emploi et de générer des revenus"	13 991 280	72 255 450	86 246 730	15,70
3.	"L'État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et des bénéfices associés ainsi que les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte"	9 327 520	72 255 450	81 582 970	14,85
4.	Programme	58 117 000	491 337 060	549 454 060	100

Source : PNUD/CPAP 2013-2017

2.2. Présentation des résultats de la collecte et l'analyse des données sur aux indicateurs du CPAP pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016

Les résultats de la collecte des données relatives aux indicateurs CPAP 2013-2017, tous indicateurs confondus, c'est-à-dire les indicateurs du niveau effet et les indicateurs de suivi de performance au niveau produit, pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016 sont présentés dans les tableaux 2, 3, 4, et 5 ci-après. Comme mentionné précédemment, la mission de collecte des données sur les indicateurs tant du CPAP 2013-2017 que de l'IRRF 2014-2017 a rencontré d'énormes difficultés : la non disponibilité des rapports d'évaluation de certains projets et programmes, le fait que la collecte des données a été faite avant la fin de 2016, etc. Néanmoins à partir de la documentation et des rencontres avec les responsables et des équipes de l'UPAQ et des 2 composantes du CPAP, il a été possible de dégager des tendances.

2.2.1. Les données sur les indicateurs du niveau effet

Le CPAP 2013-2017, faut-il le rappeler, comporte 6 indicateurs du niveau effet répartis entre les deux piliers du programme que sont la "Croissance Inclusive et Développement Durable" et la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" : (1) le taux de satisfaction de la population pour les services publics (justice, police, armée), (2) le nombre d'institutions mises en place et fonctionnelles conformément à la constitution de 2006, (3) le pourcentage du budget national alloué en faveur des services sociaux de base, (4) le taux de croissance annuelle du PIB par habitant, (5) le taux de croissance annuelle du PIB du secteur agricole, et (6) le taux de déforestation.

Bien que nous n'avons pas d'informations définitives sur ces 6 indicateurs pour l'année 2016, il y a lieu de se réjouir au regard des progrès relatifs à ces indicateurs, du moins pour certains d'entre eux (cf. tableau 2). Ainsi par exemple, la satisfaction des populations des provinces

cibles (Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri) pour les services publics (justice, police et armée) s'est quelque peu améliorée au fil des années et l'objectif d'atteindre un taux de satisfaction de 60% en 2017 a d'ores et déjà été réalisé, sauf en 2016 et pour la police et l'armée. Le taux de satisfaction des populations pour les services publics passe ainsi de 62% en 2013 à 62,25% en 2015 et 58.25% en 2016. Ces progrès entre 2013 et 2015 marquent les efforts consentis par le Gouvernement congolais et les partenaires techniques et financiers, le PNUD en particulier, pour consolider la paix et renforcer la démocratie en RDC. Toutefois, la baisse des niveaux de confiance dans la police et l'armée en 2016 (soit 48%) est un signal qui vient nous rappeler que la confiance dans les acteurs de ces deux institutions, et dans une moindre mesure la confiance dans les acteurs de la justice, demeure un défi. La méfiance accrue envers les acteurs de la police et de l'armée en 2016 serait liée à la fois à la menace que fait peser le contexte politique sur la démocratie et la paix et à la spectaculaire détérioration de la situation sécuritaire dans certains territoires des provinces cibles, déjà très détériorée depuis 2014.

Quant au nombre d'institutions mises en place et fonctionnelles conformément à la constitution de 2006, une analyse rapide du tableau 2 montre clairement que la cible, soit 36 institutions en 2017, est d'ores et déjà largement atteinte. En 2016, on dénombre 37 institutions démocratiques mises en place au cours de cette année et des années précédentes et fonctionnelles : Présidence, Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat, Conseil Economique et Social, Cour des Comptes, Cour Constitutionnelle, Conseil Supérieur de la Magistrature, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, Conseil National des Droits de l'Homme, Commission Electorale Nationale Indépendante et 26 Assemblées provinciales.

Les progrès réalisés en matière d'allocation du budget national en faveur des services sociaux de base, de croissance du PIB par habitant ou de croissance du PIB du secteur agricole et de lutte contre la déforestation sont en revanche décevants. Le pourcentage du budget national alloué en faveur des services sociaux de base est de 32.71% en moyenne au cours des 4 premières années de mis en œuvre du CPAP et se chiffre à 37% en 2016 (soit 3 points en-dessous de la cible proposée (40%). Notons cependant qu'il a gagné près de 10 points en passant de 26.73% en 2013 à 37% en 2016.

Durant la même période, le taux de croissance annuelle moyenne du PIB/habitant n'atteint guère 5%. La croissance de l'économie, très forte ces quatre dernières années (8.5% en 2013, 8.9% en 2014 et 6.9% en 2015 selon la Banque mondiale), aurait pu contribuer à soutenir la croissance du PIB/habitant. Malheureusement les gains en termes de croissance économique sont continuellement rongés par la forte croissance démographique (3.2%). Ceci revient à dire que si l'on veut atteindre la cible proposée (taux de croissance annuelle moyenne du PIB/habitant de 9.1%), il faut impérativement poursuivre les efforts significatifs pour booster la croissance de l'économie avec des investissements plus importants dans les secteurs générateurs de croissance tout en mettant en œuvre des politiques et stratégies cohérentes et finalisées visant à réduire significativement le taux d'accroissement naturel de la population ou revoir à la baisse l'objectif de 9,10% de croissance du PIB par habitant en 2017.

Tableau 2 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs du niveau effet du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Indicateurs d'effets	Baseline				2013	2014	2015	2016	Résultat	Source	Commentaires
		Valeur	Année	Source	Cibles							
1	Taux de satisfaction de la population pour les services publics	50%	2013	HHI 2013	60%	69% (Justice civile); 65% (Justice militaire); 61% (Police) ; 53% (FARD) Moy.= 62%	74% (Justice civile); 75% (Justice militaire); 51% (Police) ; 48% (FARD) Moy. = 62%	72% (Justice civile); 73% (Justice militaire); 54% (Police) ; 50% (FARD) Moy = 62.25%	70% (Justice civile); 67% (Justice militaire); 48% (Police) ; 48% (FARD) Moy = 58.25%	Atteinte sauf en 2016	Rapports annuels HHI sur les sondages de Consolidation de la Paix et Reconstruction (www.peacebuildingdata.org/drc)	
1	Nombre d'institutions mises en place et fonctionnelles conformément à la constitution de 2006	17.00	2013	Relevés du Journal officiel	36.00	22.00	22.00	22.00	37,00	Atteinte (Taux: 102.77%)	www.leganet.cd/JO	2016 : 37 institutions démocratiques (Présidence, Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat, Conseil Economique et Social, Cour des Comptes, Cour Constitutionnelle, Conseil Supérieur de la Magistrature, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, Conseil National des Droits de l'Homme, CENI et 26 assemblées provinciales.
1	Pourcentage du budget national alloué en faveur des services sociaux de base	10%	2013	Loi de finances 2013	40%	26.73%	33.82%	33.28%	37.00%	Pas atteinte	www.cd.undp.org/content/dam/dem_rep_congo/docs/UPS/UNDP-CD-Note/ ; Loi Finance 2016	Il s'agit, sauf pour 2016, de la part de l'éducation, la santé, le logement et les équipements collectifs, la protection sociale et autres dans le budget national exécuté.
2	Taux de croissance annuelle du PIB/habitant	5.9%	2013	Base de données Banque Mondiale	9.10%	5.10%	5.60%	3.60%	4.30%	Pas atteinte	www.databank.banquemondiale.org/dat ; Banque Centrale du Congo	2016: Chiffre juin 2016 (source: Banque Centrale du Congo)
2	Taux de croissance du PIB du secteur agricole	3.2%	2013	Base de données Banque Mondiale	6%	3.2%	3.2%	4.65%	4.57%	Pas atteinte	www.donnees.banquemondiale.org/indicateur	Il s'agit du taux de croissance de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture. 2016 : estimation basée sur les statistiques des 5 dernières années produites par la CESC
3	Taux de déforestation	0.20%	2012	FAO (Base de données)	0.195%	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	Pas atteinte	http://www.en.wikipedia.org/wiki/	

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

Ce constat, c'est-à-dire un taux de croissance démographique estimé à 3,2% et un taux de croissance moyenne du PIB/habitant qui n'a été que de 3.9% entre 2013 et 2016, autorise à conclure que la relative forte croissance de l'économie ces dernières années n'a guère permis de réduire considérablement la pauvreté et les inégalités sociales en RDC. Pour preuve, en 2014, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté absolue (1,25 dollar par jour et par personne) était de 71% (PNUD, 2015).

Parce qu'aucune source, à notre connaissance, ne fournit des informations sur le taux de croissance du PIB du secteur agricole en RDC, nous avons dû nous résoudre à utiliser le taux de croissance de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture en lieu et place de cet indicateur. Le taux de croissance de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture oscille entre 3.2% et 4.65% (il a gagné plus d'un point entre 2013 et 2016) alors que la cible en 2017 est de 6%.

Enfin, entre 2013 et 2016, le taux de déforestation a été en moyenne de 20%, au-dessus de la cible en 2017 (0.195%).

2.2.2. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 1)

L'analyse des progrès relatifs à l'Effet 1 du CPAP 2013-2014 (cf. tableau 3) montre que ceux-ci ne reflètent guère les ambitions du PNUD de consolider la paix et renforcer la démocratie en RDC. Sur les 50 cibles proposées, seules 2 cibles (le taux de réalisation des recommandations issues des actions de contrôle du gouvernement et le nombre d'entités territoriales dans les provinces cibles qui assurent efficacement les services administratifs à la population) ont d'ores et déjà été atteintes ; 3 cibles (le nombre d'outils de communication parlementaires opérationnels et accessibles au public, le pourcentage des antennes de la CENI équipées et fonctionnelles et le nombre des structures intervenant dans la chaîne pénale dans les provinces cibles qui disposent des capacités humaines et matérielles et assurent un meilleur accès à la justice et la lutte contre l'impunité) le sont en partie ($50\% \leq$ taux d'atteinte de la cible $< 100\%$) et la majorité des cibles (63%) ne sont pas atteintes ($0 \leq$ taux d'atteinte de la cible $< 50\%$). Dans 20% des cas, la mission n'a pas pu porter un jugement sur les progrès réalisés par manque d'éléments d'appréciation ou en raison de l'absence de cible.

L'un des objectifs majeurs de la composante "Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie" du CPAP est de voir la législation essentielle aux réformes adoptée, le contrôle de l'action gouvernementale et la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile devenir effectifs (Résultat 1) et plus concrètement le nombre de textes législatifs et réglementaires essentiels aux réformes dans les secteurs politiques, socioéconomiques et environnementaux et le nombre de lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées adoptés augmenter au fil des années et atteindre respectivement 55 et 10 en 2017. Mais force est de constater que cet objectif est très loin d'être réalisé car le nombre cumulé de textes législatifs et réglementaires essentiels aux réformes adoptés entre 2013 et 2017 est de 8 (soit 2 textes législatifs et réglementaires en moyenne par an et un taux de réalisation de la cible de 14.5%), tandis que seulement 2 lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées ont été adoptées alors que la cible proposée est de 10.

Tableau 3 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 1) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produit du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Baseline							Atteinte de la cible	Source	Commentaires	
			Valeur	Source	Cibles								
			Année		2017	2013	2014	2015	2016				
1.1	<p><u>Résultat 1</u> : La législation essentielle aux réformes est adoptée, le contrôle de l'action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs.</p>	Nombre de textes législatifs et réglementaires essentiels aux réformes dans les secteurs politiques, socioéconomiques et environnementaux adoptés.	79	2012	CPAP 13-17	55	0	3	3	2	Pas atteinte (Taux de réalisation : 14.5%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); http://www.leganet.cd/JO	2015: 1/Loi portant statut général des agents et fonctionnaires de l'Etat, 2/Loi programmation des modalités d'installation des nouvelles provinces et 3/loi sur les limites des provinces et de la ville de Kinshasa; 2016: Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 modifiant la loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la Famille et Loi n°16/010 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la Loi 015-2002 portant Code du Travail.
1.2		Nombre de lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées.	0	2012	CPAP 13-17	10	0	0	1	1	Pas atteinte (Taux de réalisation : 20%)	http://www.leganet.cd/JO	2015: Loi n°15/003 du 1er août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité; 2016: Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 modifiant la loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la Famille.
1.3		Taux de réalisation des recommandations issues des actions de contrôle du gouvernement.	10%	2012	CPAP 13-17	35%	41.8%	41.8%	60%	60%	Atteinte	Rapport atelier de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement ; www.radiookapi.net/	2013 et 2014: il s'agit en fait de la Session parlementaire 2012-2014: 64/153 recommandations exécutés par le gouvernement 2015-2016 : 90/150
1.4		Nombre d'outils de communication parlementaires opérationnels et	3	2012	CPAP 13-17	6	0	1	1	1	Atteinte à plus de 50% (taux de réalisation: 50%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); Site web des Assemblées provinciales ainsi que	2015: 1/ annale (Sénat) 2016: 1/annale parlementaire ; 3 Sites web des assemblées provinciales opérationnels.

		accessibles au public.										deux chambres du Parlement	
1.5		Nombre de politiques élaborées de façon concertée entre l'Etat et la société civile au niveau national, provincial et local.	7	2012	CPAP 13-17	17	ND	1	0	0	Atteinte	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	2014: Politique nationale du volontariat; 2016: 19 projets d'édits élaborés
1.6		Nombre des cadres de concertation entre les autorités et la société civile mis en place et opérationnels au niveau central, provincial et local.	24	2012	CPAP 13-17	40	ND	17	17	ND	Pas atteinte (Taux de réalisation: 42.5%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
1.7		Pourcentage des organisations de la société civile partenaires ayant conduit au moins une action de contrôle par an dans leur domaine d'intervention.	0	2012	CPAP 13-17	1%	0%	0%	0%	0%	Pas atteinte (Taux de réalisation: 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
2.1	<u>Résultat 2</u> : L'appropriation nationale en matière d'organisation et de gestion du processus électoral assurée.	Existence d'un fichier électoral permanent et fiable.	1	2012	CPAP 13-17	1	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation: 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); Rapports CENI	La révision du fichier électoral en vue de préparer les prochaines élections vient de démarrer
2.2		Pourcentage des antennes de la CENI équipées et fonctionnelles.	0% (189)	2012	CPAP 13-17	100%	90% (171)	90% (171)	90% (171)	90% (171)	Atteinte à plus de 50%	Rapports CENI	
2.3		Pourcentage des femmes enrôlées dans le fichier électoral.	49%	2012	CPAP 13-17	51%	ND	ND	ND	ND	ND		
2.4		Pourcentage de femmes candidates aux	12%	2012	CPAP 13-17	15%	ND	ND	ND	ND	ND		Elections provinciales et locales non encore tenues

		élections provinciales et locales.												
3.1.a	<p>Résultat 3 : L'autorité de l'Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cibles.</p>	<p>Pourcentage des territoires dans les provinces cibles couverts par des unités de la police nationale opérationnelles selon les normes et disposant des structures fonctionnelles engagées dans la lutte contre la prolifération des ALPC.</p>	15%	2012	CPAP 13-17	45%	36% (4/11)	36% (4/11)	36% (4/11)	19% (5/26)	Pas atteinte	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1</p>	<p>2013, 2014 et 2015 : 4 provinces Est/11 couvertes (ancien découpage administratif); 2016: 6 provinces Est/26 couvertes (nouveau découpage administratif). Mais toutes les unités de polices mise sur pied ne sont pas encore opérationnelles.</p>	
3.1.b		<p>Nombre de provinces disposent d'une antenne CNC-ALPC opérationnelle,</p>	7	2012	CPAP 13-17	11	ND	5	5	5	Pas atteinte (Taux de réalisation : 45.4%)	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1</p>		
3.2		<p>Nombre des structures intervenant dans la chaîne pénale (police, cours, tribunaux, prison) dans les provinces cibles qui disposent des capacités humaines et matérielles et assurent un meilleurs accès à la justice et la lutte contre l'impunité.</p>	60	2012	CPAP 13-17	60	ND	35	35	ND	Atteinte à plus de 50% (Taux de réalisation : 58.3%)	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1</p>		
3.3		<p>Nombre d'entités territoriales dans les provinces cibles qui assurent efficacement les</p>	0	2012	CPAP 13-17	22	3	3	3	35	Atteinte (Taux de réalisation : 159%)	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1</p>		

		services administratifs à la population.										
3.4		Existence d'un cadre de dialogue entre le gouvernement et les partenaires sur la réforme de l'armée.	0	2012	CPAP 13-17	1	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1
3.5		Taux de diminution de la prévalence des violences sexuelles basées sur le genre dans les provinces ciblées.	0%	2012	CPAP 13-17	30%	34%	40%	ND	ND		2013 et 2014 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1)
3.6		Ratio des conflits résolus par rapport à ceux identifiés.	0% (1213)	2011	Affaires Civiles	25%	47%	65%	ND	ND		2013 et 2014 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1)
3.7		Nombre de plans provinciaux de prévention du VIH ciblant les groupes à haut risque élaborés et mis en œuvre par et avec les groupes concernés et de communautés qui se sont appropriés le programme de prévention du VIH et de lutte contre le SIDA.	1	2012	CPAP 13-17	20	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) et rapports PNLMS
4.1		Nombre de structures administratives publiques au niveau central et provincial disposant de cadre organique revus et	0	2012	CPAP 13-17	41	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) ; rapports des projets et programmes du Pilier 1

	Résultat 4:	rendu fonctionnel au regard de leur mission.											
4.2	L'administration publique est restructurée et capable de rendre des services Publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption.	Nombre de structures administratives disposant de personnel qualifié, d'un cadre et outils de travail améliorés et intégrant et utilisant les NTIC dans leur fonctionnement.	ND	2012	CPAP 13-17	30	ND	40	ND	ND		2014 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1)	
4.3		Nombre de structures administratives ayant intégré et mis en œuvre la stratégie et le plan de communication sur les valeurs éthiques professionnelles.	0	2012	CPAP 13-17	41	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	Bien que la cible n'a pas été atteinte, il y a lieu néanmoins de mentionner que le personnel de l'Observatoire d'Ethique Professionnelle (OCEP) a été formé dans la gestion du Call Center devant servir à la réception des plaintes des usagers.
4.4		1. Etendue, nature et suivi de la vérification externe selon la méthodologie PEFA ; 2. Efficacité du système de vérification interne selon la méthodologie PEFA.	1.D+ 2.B	2012	CPAP 13-17	1.D+ 2.B+	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
4.5		Pourcentage des comptables publics faisant l'objet d'un contrôle juridictionnel.	0	2012	CPAP 13-17	20	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
4.6		Pourcentage des gouvernements provinciaux ayant	0	2012	CPAP 13-17	100%	0%	0%	0%	0%	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des	

		pris des Edits portant reddition des comptes.									0%)	projets et programmes du Pilier 1	
5.1	<p><u>Résultat 5</u> : La planification du développement, la programmation et les mécanismes de gestion des ressources sont opérationnels et performants dans les provinces et les ETD</p>	Nombre de provinces et ETD qui adoptent et utilisent un mécanisme de gestion transparente des ressources budgétaires.	0	2012	CPAP 13-17	14	3 provinces/11 (27%); 3 ETD/11 (27%)	3 provinces/11 (27%); 3 ETD/11 (27%)	3 provinces/11 (27%); 3 ETD/11 (27%)	3 provinces/11 (27%); 3 ETD/11 (27%)	Pas atteint (Taux de réalisation : 22,8%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	Il s'agit des 3 provinces cibles (Nord-Kivu, Sud Kivu et Province orientale) sur les 11 provinces (ancien découpage)
5.2		Nombre de provinces et ETD dotées de mécanismes de planification et de suivi et évaluation permanent et fonctionnels.	0	2012	CPAP 13-17	ND	3 provinces/3 (100%); 3 ETD/27 (11%); 0 Edit et M&E/5 (0%)	3 provinces/3 (100%); 3 ETD/27 (11%); 0 Edit et M&E/5 (0%)	3 provinces/3 (100%); 3 ETD/27 (11%); 0 Edit et M&E/5 (0%)	3 provinces/3 (100%); 3 ETD/27 (11%); 0 Edit et M&E/5 (0%)	Pas de cible en 2017	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	Provinces : il s'agit des provinces cibles (Nord-Kivu, Sud Kivu et Province orientale)
5.3		Nombre de provinces et ETD disposant de budget annuel aligné sur une planification.	4	2012	CPAP 13-17	14	0	0	0	0	Pas atteint (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
5.4		Nombre de provinces et ETD qui réalisent au moins 10% de leur budget d'investissement.	0	2012	CPAP 13-17	14	0	0	0	0	Pas atteint (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	
5.5		Nombre de cadre de concertation et de coordination de la mise en œuvre de la décentralisation redynamisés et fonctionnels.	3	2012	CPAP 13-17	6	0	0	0	0	Pas atteint (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

L'analyse des progrès relatifs aux indicateurs du Résultat 2 (L'appropriation nationale en matière d'organisation et de gestion du processus électoral assurée), du Résultat 3 (L'autorité de l'Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cibles), du Résultat 4 (L'administration publique est restructurée et capable de rendre des services publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption) et du Résultat 5 (La planification du développement, la programmation et les mécanismes de gestion des ressources sont opérationnels et performants dans les provinces et les ETD) montrent clairement que ces progrès sont contrastés mais aussi et surtout que, sauf miracle, l'écrasante majorité des cibles proposées ne seront pas atteintes.

Il convient toutefois de tenir compte des facteurs exogènes pour apprécier les progrès relatifs à l'Effet 1 du CPAP. En effet, ceux-ci ne seraient pas liés au manque d'efficacité des interventions du PNUD en matière de consolidation de la démocratie et du cycle électoral en RDC ni d'ailleurs à son manque de pertinence car le parlement, la CENI ou de nombreux acteurs de la société civile, entre autres, ont bénéficié d'un appui pour le renforcement de leurs capacités et/ou des équipements, mais plutôt à la conjonction de plusieurs facteurs exogènes tels la faible motivation/efficacité ou les faibles capacités de certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local, les problèmes récurrents de financement du processus de décentralisation et la faible capacité financière induite des provinces et des ETD, le non respect des engagements pris par certains acteurs, etc. Ainsi par exemple, on ne peut comprendre l'absence de résultats en matière de consolidation du cycle électoral sans prendre en compte le fait que le fichier électoral de 2011 n'a jamais été révisé ni mis à jour. Mentionnons à ce propos que l'audit du fichier électoral conduit par l'OIF a démontré qu'il ne pouvait servir à organiser des élections crédibles et transparentes. D'où la raison qui a conduit à l'option de sa refonte totale pour avoir un autre fichier devant permettre d'organiser les élections. Hormis, le problème du fichier, il y a lieu de relever également les contraintes d'ordre financier, technique et politique qui n'ont pas permis la tenue des élections.

2.2.3. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 2)

Les progrès relatifs à l'Effet 2 du CPAP sont satisfaisants (cf. tableau 4). Entre 2013 et 2016, la situation d'un grand nombre d'indicateurs s'est nettement améliorée et dans 55,56% des cas, les cibles proposées sont d'ores et déjà atteintes. En tenant compte que la collecte des données a été faite avant la fin de 2016 et que le bilan dressé ne prend donc pas en compte l'ensemble des activités des projets qui viennent de se clôturer et des projets en cours d'exécution mais aussi que les données sur certains indicateurs pour 2015 et 2016 manquent – nous pensons notamment à des indicateurs comme le « Nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées » et le « Nombre de bénéficiaires ayant accès aux mécanismes d'entraide communautaire créés et/ou renforcés » (la mission, on l'a vu, n'a pas pu accéder aux rapports d'évaluation de certains de projets et aux rapports d'activités du PASMIF II), les tendances montrent qu'en 2017, ce taux pourra avoisiner 70% à 80%.

Tableau 4 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 2) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produits du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Valeur	Baseline	Source	Cibles					Atteinte de la cible	Source	Commentaires	
				Année		2017	2013	2014	2015	2016				
1.1	<p><u>Résultat 1</u> : Les politiques et programmes publics sont mieux orientés au niveau central et provincial et les chaînes de valeur sont développées et pourvoyeuses d'emplois</p>	Existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière.	ND	2012	CPAP 13-17	70%	50%	56.67%	57.78%	51.11%	Pas atteinte	Données mondiale Banque	2013-2016: Il s'agit du niveau global de la capacité statistique (échelle de 0-100). Il mesure la capacité d'un pays à collecter, analyser et disséminer des données de qualité sur sa population et son économie.	
1.2		Nombre des politiques et programmes bien orientés sur la base des statistiques disponibles	1	2012	CPAP 13-17	10	4	6	0	ND	Atteinte (Taux de réalisation : 130%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015; Présentation du programme PNUD DRC. Bref aperçu, 2015	Cumul 2013-2014-2015 : 10	
1.3		Nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées	ND	2012	CPAP 13-17	10	23	23	ND	ND	ND	Atteinte (Taux de réalisation : 130%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015	Il s'agit des filières développées dans le cadre des projets Chapeau, Rubaya, Koica et RE Maniema ainsi que du PASMIF II. Celles développées dans le cadre des autres projets MED n'ont pas pu être comptabilisées, la mission n'ayant pas pu accéder aux rapports d'évaluation de ces projets.
1.4		Nombre d'emplois créés à travers les filières porteuses	ND	2012	CPAP 13-17	5180	4283	4283	4337	2050	ND	Atteinte (Taux de réalisation : %)	Rapports de progrès 2016 des projets	

		développées.											
2.1	<u>Résultat 2</u> : L'économie nationale et les actions de développement sont orientées par une vision stratégique	Existence d'une vision à long terme développée et orientant les actions de développement.	0	2012	CPAP 13-17	1	1	1	1	1	Atteinte (Taux de réalisation : 100%)	www.plan.ministère.cd/	Il s'agit de "La Vision Prospective RDC 2035". Son élaboration est toujours en cours.
2.2		Existence de stratégie pro-pauvre, intégrant les besoins spécifiques des hommes et des femmes, développée et appliquée au niveau national et provincial.	0	2012	CPAP 13-17	1	1	1	1	1	Atteinte (Taux de réalisation : 100%)	www.plan.ministère.cd/	Il s'agit de la "SCRP 2011-2015" et des "SRP provinciaux".
2.3		Nombre de budgets sensibles au genre basés sur les CDMT et CDSMT élaborés et mis en œuvre au niveau central et provincial.	0	2012	CPAP 13-17	12	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015 et entretiens avec l'équipe du volet PALSED du Piler 2 du CPAP	
3.1	<u>Résultat 3</u> : L'aide est intégralement retracée et intégrée au budget et aux comptes de la nation	Nombre de mécanismes de coordination sectoriels et intersectoriels des interventions mis en place et fonctionnel au niveau central et provincial.	0	2012	CPAP 13-17	12	15 groupes thématiques (niveau central), 1 comité de pilotage, 1 groupe intersectoriel et 10 groupes thématiques par province (3 province	15 groupes thématiques (niveau central), 1 comité de pilotage, 1 groupe intersectoriel et 10 groupes thématiques par province (3 province	15 groupes thématiques (niveau central), 1 comité de pilotage, 1 groupe intersectoriel et 10 groupes thématiques par province (3 province	15 groupes thématiques (niveau central), 1 comité de pilotage, 1 groupe intersectoriel et 10 groupes thématiques par province (3 province	Atteinte (Taux de réalisation : 108%)	PV des réunions des groupes thématiques	

							de l'Est)	de l'Est)	de l'Est)	de l'Est)			
3.2		Existence de base de données désagrégées de l'aide opérationnelle et régulièrement mise à jour.	0	2012	CPAP 13-17	1	ND	1	1	1	Atteints (Taux de réalisation : 100%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015; Entretiens avec l'équipe du volet PLASED du Pilier 2 du CPAP	
3.3		Existence de budget national sensible au genre intégrant l'aide élaboré et publié.	ND	2012	CPAP 13-17	1	0	0	1	1	Atteinte (Taux de réalisation : 100%)	Enquête conjointe New deal et Partenariat Mondial	Toutefois, si le principe de l'équité dans l'allocation de l'aide et dans l'élaboration du budget au niveau national et provincial est acquis, il n'est pas encore pris en compte dans tous les départements ministériels et à tous les niveaux (national et provincial).
3.4		Nombre de plans d'actions de mise en œuvre du New Deal et du Nouveau Partenariat Mondial de Busan sur l'efficacité de l'aide et du développement du pays mis en œuvre.	0	2012	CPAP 13-17	1	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Enquête conjointe New deal et Partenariat Mondial	
4.1.a	Résultat 4 : Le climat des affaires est amélioré et l'accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru	Proportion du revenu annuel moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national	ND	2012	CPAP 13-17	100%	ND	ND	ND	ND	ND		
4.1.b		Pourcentage de la contribution	30%	2012	CPAP 13-17	50%	22.2%	22.9%	23.9%	24.1%	Pas atteinte	Données Banque Mondiale et CESC	Il s'agit de la part de la valeur ajoutée de

Les meilleurs progrès réalisés concernent la création d'emplois dans les filières porteuses développées (13108 emplois créés entre 2013 et 2016, soit 2,5 fois la cible proposée), le développement de filières porteuses (taux d'atteinte de la cible proposée de 130%) ou la mise en place de mécanismes de coordination sectoriels et intersectoriels des interventions au niveau central et provincial (taux d'atteinte de la cible proposée de 108%).

Les perspectives les plus décevantes concernent le volet PLASED de l'Effet 2 du CPAP, du moins dans les cas spécifiques de l'existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière, de l'institutionnalisation du genre (élaboration et mise en œuvre au niveau central et provincial de budgets sensibles au genre basés sur les CDMT et CDSMT) ou du New Deal et du Nouveau Partenariat Mondial de Busan. En effet, en dépit des efforts déployés pour doter le pays d'une base de données statistiques fiable et de qualité, on remarque que le niveau global de la capacité statistique de la RDC est demeurée faible tout en évoluant en dents de scie sur toute la période 2013-2016 et qu'il y a de fortes chances que la cible de 70% ne soit pas atteinte. Par ailleurs, aucun budget sensible au genre basé sur les CDMT et CDSMT n'a pas été élaboré et mis en œuvre ni niveau central, ni niveau provincial. Aucun plan d'actions de mise en œuvre du New Deal et du Nouveau Partenariat Mondial de Busan sur l'efficacité de l'aide et du développement du pays n'a pas non plus été exécuté.

Les appuis dans le domaine du renforcement des capacités du gouvernement en matière de formulation et de suivi des stratégies et politiques publiques ont en revanche porté leurs fruits car dans l'ensemble, des indicateurs tels que l'« Existence d'une vision à long terme développée et orientant les actions de développement, l'« Existence de stratégie pro-pauvre, intégrant les besoins spécifiques des hommes et des femmes, développée et appliquée au niveau national et provincial », le « Nombre de mécanismes de coordination sectoriels et intersectoriels des interventions mis en place et fonctionnel au niveau central et provincial » ou l'« Existence de base de données désagrégées de l'aide opérationnelle et régulièrement mise à jour » ont évolué positivement sur la période 2013-2016 et les cibles fixées en 2017 sont d'ores et déjà atteintes.

L'absence d'une information sur les mécanismes d'entraide communautaire (AVEC et MUSO) créés et/ou renforcés en 2015 et 2016 ne permet pas de rendre compte des progrès observés en termes de nombre de bénéficiaires ayant accès à ces mécanismes sur toute la période de mise en œuvre du CPAP. Toutefois, il est agréable de constater que le pourcentage d'IMF et de COOPEC fonctionnels est passé de 94.14% en 2013 à 96.8% en 2016.

2.2.4. Les données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 3)

Il a été particulièrement laborieux de collecter les données et d'évaluer les progrès accomplis par les indicateurs de l'Effet 3 (« L'Etat congolais améliore la gestion des ressources naturelles et les bénéficiaires associés, les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte ») du Pilier 2 du CPAP pour les deux principales raisons suivantes :

Tableau 5 : Résultats de la collecte des données sur les indicateurs de suivi de performance au niveau produit (Effet 3) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produits du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Valeur	Année	Baseline	Source	Cibles	2017	2013	2014	2015	2016	Atteinte de la cible	Source	Commentaires					
																2012	2013	2014	2015	2016
1.1	Résultat 1 : La RDC dispose des capacités d'opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d'utilisation des terres	Nombre d'outils standards de planification, d'analyse et de gestion des ressources naturelles et de gestion des terres de qualité disponibles.	0	2012	CPAP 13-17	ND	ND	2	1	ND	Pas de cible	Revue à mi-parcours UNDAF Kin 2015								
1.2		Nombre de standards appliqués en matière de gestion des ressources naturelles.	0%	2012	CPAP 13-17	100%	ND	ND	4 standards	ND	Baseline et cible en %	Evaluation à parcour du CPAP (Effet 3), 2005	2015 : Inventaire et aménagement simplifiés des ressources forestières, Gestion locale durable et l'aménagement des forêts villageoises, Gestion participative et décentralisée des forêts protégées avec les populations riveraines et Amélioration et extension de la gestion durable des ressources naturelles en limitant les impacts négatifs des changements climatiques							
1.3		Proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles.	ND	2012	CPAP 13-17	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	Signalons cependant que le CPAP prend en compte de l'aspect Genre à travers divers projets et actions tels que le "Plan d'investissement REDD+ 2015 – 2020" qui met l'accent sur l'inclusion des groupes fragilisés et marginalisés et le projet "Renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation des femmes et des enfants aux changements climatiques en RDC - PANA AFE" centré sur les besoins de femmes et des enfants.						

2.1	Résultat 2 : La RDC investit progressivement dans l'économie verte.	Part du budget national alloué à la gestion des ressources naturelles	0%	2012	CPAP 13-17	5%	ND	0.6%	1.0%	ND	Pas atteinte	PNUD (2015). Analyse du budget 2015 de la RDC	2014 et 2015 : Il s'agit de la part du budget consacré à la protection de l'environnement	
2.2		Hauteur des fonds climats mobilisés. (en USD Milliards)	0	2012	CPAP 13-17	2	0	0	0.250	ND	Pas atteinte (Taux de réalisation : 12.5%)	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005	2015 : CAFI (250 millions d'euros pour l'Afrique centrale)	
2.3		Taux d'investissement du secteur privé dans l'économie verte	0%	2012	CPAP 13-17	20%	0%	0%	0%	0%	0%	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005	
2.4		Une politique énergétique compatible avec les objectifs de développement durable est disponible.	0	2012	CPAP 13-17	1	0	0	1	1	1	Atteinte (Taux de réalisation : 100%)	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005 et entretiens avec l'équipe de la composante 1 du CPAP	2015 et 2016 : Il s'agit de l'Agenda Energie Durable pour tous.
3.1	Résultat 3 : Le pays développe des mécanismes de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles	Nombre de provinces disposant de plan de contingence	3	2012	CPAP 13-17	6	0	0	0	ND	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005	Toutefois, il existe des projets d'adaptation dans au moins 5 provinces.	
3.2		Nombre de provinces disposant d'une coordination provinciale opérationnelle sur la gestion et prévention de risque de catastrophe naturelle	0	2012	CPAP 13-17	11	ND	4	1	ND	Pas atteinte (Taux de réalisation : 45.4%)	Tableau de suivi des produits (Effet 5) final 2015 ; Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005		
4.1	Résultat 4 : L'accès des populations rurales à l'hydro-électricité et aux autres sources d'énergies propres est accru	Pourcentage des populations rurales ayant accès à l'énergie renouvelable	1%	2012	CPAP 13-17	18%	1%	1%	1%	1%	Pas atteinte	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005 ; Entretiens avec l'équipe de la composante 1 du CPAP	Le projet « promotion de la micro et mini hydroélectricité » qui devait permettre d'atteindre la cible de 18% en 2017 ne démarrer qu'en 2017.	

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

- Le manque d'éléments d'appréciation. Un projet est clôturé (projet PANA-ASA) mais l'état d'exécution des activités n'a pas encore été faite. Deux autres projets sont en cours d'exécution : le projet PANA-Zone côtière et le projet PANA-AFE. La mise en œuvre du projet « Promotion des pico et mini centrales hydroélectrique en RDC » a été reportée en 2017.
- La présence d'indicateurs (30%) pour lesquels aucune cible n'est prévue pour 2017 ou pour lesquels la baseline et la cible proposées sont inadéquates.

Néanmoins, il a été possible, du moins pour certains indicateurs, de mesurer les progrès enregistrés sur la période 2013-2016 (cf. tableau ci-après).

De façon générale, ces progrès sont très décevants et beaucoup reste à faire car plus de 60% des cibles proposées pour 2017 ne sont pas atteintes. En détail : la part du budget national alloué à la gestion des ressources naturelles a pratiquement doublé passant de 0.6% en 2015 à 1% en 2016 mais la cible proposée en 2017 est de 5%. Rappelons que pour cet indicateur, nous avons dû recourir à un proxis : la part du budget alloué à la protection de l'environnement. Le montant des fonds climats mobilisés sur la période 2013-2015, lui, se chiffre à 250 millions de dollars, alors que la cible fixée est de 2 milliards (soit un taux d'atteinte de la cible de 12.5%).

Quant aux deux autres indicateurs suivants, à savoir le taux d'investissement du secteur privé dans l'économie verte et le nombre de provinces disposant de plan de contingence, le taux d'atteinte de la cible est nul. Par ailleurs, 5 provinces sur 11 provinces prévues disposent d'une coordination provinciale opérationnelle sur la gestion et prévention de risque de catastrophe naturelle (taux d'atteinte de la cible de 45,5%). Enfin, 1% des populations rurales ont accès à l'énergie renouvelable, alors que l'objectif pour 2017 est de 18%. Mentionnons ici que le projet « Promotion de la micro et mini hydroélectricité » qui devait démarrer en 2016 et permettre d'accroître le nombre de populations rurales ayant accès à l'énergie renouvelable ne le sera finalement qu'en 2017.

2.2.5. Le genre

Malgré la volonté affichée par le CPAP 2013-2017 de prendre en considération l'aspect genre, on constate qu'il l'est insuffisamment dans le programme, du moins si l'on se réfère à la proportion des indicateurs « genre » dans l'ensemble des indicateurs du programme. Sur 64 indicateurs (58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit et 6 indicateurs du niveau effet), seuls 15 indicateurs (26.4%) sont directement ou indirectement en rapport avec l'institutionnalisation du genre, la promotion de l'égalité des sexes, l'autonomisation économique, financière et sociale de la femme (cf. tableaux 6, 7 et 8 ci-après). On note qu'aucun indicateur du niveau effet n'est en rapport avec la promotion de la femme.

Tableau 6 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 1) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produit du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Baseline								Atteinte de la cible	Source	Commentaires
			Valeur	Source	Cibles					Source			
					Année	2017	2013	2014	2015				
1.2	Résultat 1 : La législation essentielle aux réformes est adoptée, le contrôle de l'action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs.	Nombre de lois spécifiques à la protection des femmes et des couches défavorisées.	0	2012	CPAP 13-17	10	0	0	1	1	Pas atteinte (Taux de réalisation : 20%)	http://www.leganet	2015: Loi n°15/003 du 1er août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité; 2016: Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 modifiant la loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la Famille.
2.1	Résultat 2 : L'appropriation nationale en matière d'organisation et de gestion du processus électoral assurée.	Pourcentage des femmes enrôlées dans le fichier électoral.	49%	2012	CPAP 13-17	51%	ND	ND	ND	ND	ND		
2.3		Pourcentage de femmes candidates aux élections provinciales et locales.	12%	2012	CPAP 13-17	15%	ND	ND	ND	ND	ND		Elections provinciales et locales non encore tenues
3.1.a	Résultat 3 : L'autorité de l'Etat est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire	Taux de diminution de la prévalence des violences sexuelles basées sur le genre dans les provinces ciblées.	0%	2012	CPAP 13-17	30%	34%	40%	ND	ND		2013 et 2014 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1)	
3.7		Nombre de plans provinciaux de prévention du	1	2012	CPAP 13-17	20	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1) et rapports	

	dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cibles.	VIH ciblant les groupes à haut risque élaborés et mis en œuvre par et avec les groupes concernés et de communautés qui se sont appropriés le programme de prévention du VIH et de lutte contre le SIDA.										0%)	PNLMS	
4.1	Résultat 4: L'administration publique est restructurée et capable de rendre des services Publics de base, le contrôle des politiques publiques par les institutions nationales est plus effectif et participe à la lutte contre la corruption.	Pourcentage des comptables publics faisant l'objet d'un contrôle juridictionnel.	0	2012	CPAP 13-17	20	0	0	0	0		Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Rapport d'évaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 1); rapports des projets et programmes du Pilier 1	

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

Tableau 7 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 2) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produits du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Valeur	Baseline	Source	Cibles					Atteinte de la cible	Source	Commentaires
				Année									
1.1	Résultat 1 : Les politiques et programmes publics sont mieux orientés au niveau central et provincial et les chaînes de valeur sont développées et pourvoyeuses d'emplois	Nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées	ND	2012	CPAP 13-17	10	23	23	ND	ND	Atteinte (Taux de réalisation : 130%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015	Il s'agit des filières développées dans le cadre des projets Chapeau, Rubaya, Koica et RE Maniema ainsi que du PASMIF II. Celles développées dans le cadre des autres projets MED n'ont pas pu être comptabilisées, la mission n'ayant pas pu accéder aux rapports d'évaluation de ces projets.
1.4		Nombre d'emplois créés à travers les filières porteuses développées.	ND	2012	CPAP 13-17	5180	4283	4283	4337	2050	Atteinte (Taux de réalisation : %)	Rapports de progrès 2016 des projets	
2.1	Résultat 2 : L'économie nationale et les actions de développement sont orientées par une vision stratégique	Existence de stratégie pro-pauvre, intégrant les besoins spécifiques des hommes et des femmes, développée et appliquée au niveau national et provincial.	0	2012	CPAP 13-17	1	1	1	1	1	Atteinte (Taux de réalisation : 100%)	plan.ministère.cd/	Il s'agit de la "SCRP 2011-2015" et des "SRP provinciaux".
2.3		Nombre de budgets sensibles au genre basés sur les CDMT et CDSMT élaborés et mis	0	2012	CPAP 13-17	12	0	0	0	0	0	Pas atteinte (Taux de réalisation : 0%)	Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015 et entretiens avec l'équipe du volet PALSED du Piler 2 du CPAP

		en œuvre au niveau central et provincial.											
4.1.a	Résultat 4 : Le climat des affaires est amélioré et l'accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru	Pourcentage d'IMF et de COOPEC fonctionnels.	15%	2012	CPAP 13-17	50%	90.14%	91.06	97.67%	96.80%	Atteinte	Rapports annuels APROSEC et ANIMF; rapport annuel BBC; rapport d'évaluation finale du PASMIF II, 2015	Nombre d'IMF et de Coopec fonctionnelles/Nombre d'IMF et de Coopec agréées par la BCC
4.4		Pourcentage de bénéficiaires (hommes, femmes et opérateurs) ayant accès aux services financiers.	2,50%	2012	CPAP 13-17	16%	5,70%	6%	6%	ND	Pas atteinte	Banque centrale du Congo ; Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2) ; Evaluation finale du PASMIF II ; Microfinance gateway	Le nombre de personnes ayant accès aux services financiers des Coopec/IMF est passé de 1471464 (dont 50,6% de femmes) en 2013 à 1879000 (dont 49,8% de femmes) fin septembre 2015 (Source: Evaluation finale du PASMIFII, 2015).
4.5		Nombre de bénéficiaires ayant accès aux mécanismes d'entraide communautaire créés / renforcés.	100000	2012	CPAP 13-17	200000	38600	85000	ND	ND		2013-2014 : Evaluation à mi-parcours du CPAP (Effet 2), 2015 ; Rapports d'activités du PASMIF II	2015 et 2016 : la mission n'a pas pu accéder aux rapports d'activités du PASMIF II et des autres projets appuyant les initiatives endogènes d'épargne-crédit.

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

Tableau 8 : Indicateurs « genre » de suivi de performance au niveau produit (Effet 3) du CPAP 2013-2017

Effet UNDAF	Produits du Programme Pays	Indicateurs d'effets	Valeur	Baseline	Source	Cibles	2017	2013	2014	2015	2016	Atteinte de la cible	Source	Commentaires
				Année										
1.1	Résultat 1 : La RDC dispose des capacités d'opérer et de mettre en œuvre des choix pertinents en matière de gestion des ressources naturelles et d'utilisation des terres	Proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles.	ND	2012	CPAP 13-17	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	Signalons cependant que le CPAP prend en compte de l'aspect Genre à travers divers projets et actions tels que le "Plan d'investissement REDD+ 2015 – 2020" qui met l'accent sur l'inclusion des groupes fragilisés et marginalisés et le projet PANA AFE centré sur les besoins de femmes et des enfants.
2.1	Résultat 2 : La RDC investit progressivement dans l'économie verte.													
3.1	Résultat 3 : Le pays développe des mécanismes de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles													
4.1	Résultat 4: L'accès des populations rurales aux autres sources d'énergies propres est accru	Pourcentage des populations rurales ayant accès à l'énergie renouvelable	1%	2012	CPAP 13-17	18%	1%	1%	1%	1%	1%	Pas atteinte	Evaluation à parcours du CPAP (Effet 3), 2005 ; Entretien avec l'équipe de la composante 1 du CPAP	Le projet « promotion de la micro et mini hydroélectricité » qui devait permettre d'atteindre la cible de 18% en 2017 ne démarrer qu'en 2017.

Source : Tableau établi par les auteurs à partir de différentes sources de données

COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES RELATIVES AUX INDICATEURS DE L'IRRF 2014-2017

Le présent chapitre traite de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs de l'IRRF 2014-2017 pour l'année 2016. La première section présente brièvement l'IRRF 2014-2017. La seconde section est consacrée aux résultats proprement dits de la collecte et l'analyse des données sur les indicateurs de l'IRRF.

3.1. Brève présentation de l'IRRF 2014-2017

Comme mentionné dans l'introduction, en septembre 2013, le PNUD a adopté au niveau global, son plan stratégique 2014-2017 dont la vision est de parvenir simultanément à éradiquer la pauvreté et à réduire sensiblement les inégalités et l'exclusion sociale. Ce plan comporte 7 effets dont la performance est mesurée à travers de plus de 187 indicateurs du niveau produit et effet. L'adoption par le PNUD de ce plan a fait de l'alignement du programme et projets de tous les bureaux pays du PNUD au monde au dit plan, une exigence mandataire.

L'IRRF 2014-2017 prend en compte l'ensemble des préoccupations formulées dans le CPAP qui, lui-même, s'inscrit dans le cadre de la réforme des Nations Unies et de la mise en œuvre du plan stratégique du PNUD 2014–2017 et sont principalement structurées autour des aspects suivants :

- Le positionnement stratégique dans les zones clés combinant l'appui, le conseil en politique, et l'exécution des projets afin de produire des résultats rapides à impact visible permettant d'amorcer le passage de l'humanitaire vers les actions de développement à moyen et long terme;
- La mise en cohérence des actions à travers des synergies bâties autour des axes programmatiques de manière à appuyer la promotion de la gouvernance démocratique et la lutte contre la pauvreté tout en assurant la transversalité des questions telles que l'égalité des sexes, le VIH/SIDA, le renforcement de capacités, les droits de l'homme, etc.
- Dans le cadre de son nouveau Plan stratégique couvrant la période 2014-2017, le PNUD focalise son action sur la prochaine grande avancée en matière de développement, à savoir aider les pays à assurer simultanément l'élimination de la pauvreté et la réduction sensible des inégalités et des exclusions sociales conformément aux mutations intervenant à l'échelle mondiale et à ses principaux atouts.

Dans le but de pouvoir faire face à ces défis et de réaliser sa vision d'ici à 2017, le bureau du PNUD en RDC a entrepris un vaste processus de collecte des données couvrant l'ensemble de ses domaines d'interventions et ciblant les groupes vulnérables, les femmes chefs de ménages, les jeunes, les handicapés, les populations autochtones etc.

La collecte des données relatives aux indicateurs de l'IRRF 2014-2017 porte uniquement sur les indicateurs des résultats atteints pour l'année 2016.

3.2. Résultats de la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs de l'IRRF 2014-2017

3.2.1. Outcome 1 - Growth and development are inclusive and sustainable, incorporating productive capacities that create employment and livelihoods for the poor and excluded

L'outcome 1 de l'IRRF-SP correspond au Pilier 2 du CPAP (La Planification du développement et la Croissance Inclusive). Cet outcome vise une croissance et un développement plus inclusifs et durables renforçant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens d'existence pour les pauvres et les exclus. Pour l'année 2016, le tableau 9 renseigne sur l'état des données des indicateurs atteints à ce jour. D'une manière générale, les données collectées montrent qu'il est probable, sauf contrainte liée à la situation sociopolitique du pays, que les cibles fixées à l'horizon fin 2017 soient atteintes.

Il est important de signaler qu'au cours de l'année 2016, des emplois temporaires ont été créés par les projets suivants développés dans le cadre du volet « Moyens d'existence durable : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes). La mission n'a pas pu évaluer le nombre d'emplois créés par les autres projets, notamment les projets de lutte contre le changement climatique.

Tableau 9 : Outcome 1 - Growth and development are inclusive and sustainable, incorporating productive capacities that create employment and livelihoods for the poor and excluded

Indicator code	Code	Indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016		Sources and comments
							Milestone	Actual	
Output 1.1. National and sub-national systems and institutions enabled to achieve structural transformation of productive capacities that are sustainable and employment - and livelihoods- intensive									
1.1.1	1.1.1. A.1.1		2,081	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2,185	2,524	3211	Nouveaux emplois. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes). Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.1.1	1.1.1. A.2.1	Number of full-time equivalent jobs created for men 15 or more years old	2,202	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2,202	2,428	3226	nouveaux emplois. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des

									femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes). Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.1.1	1.1.1. A.3.1	Total number of full-time equivalent jobs created (<i>modified</i>)	4,283	2013	Rapport Indépendant Collecté de données 2014	4,387	5,308	6437	nouveaux emplois. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes). Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.1.1	1.1.1. B.1.1	Number of additional females benefiting from strengthened livelihoods (<i>modified</i>)	4,890	2013	Joint Evaluation Report GVT UNDP	8,762	9,198	11592	femmes vulnérables ont bénéficié des Activités génératrice de revenus (330 du projet Sud Ubangi, 400 du projet CAAFAG1, 2,100

									des projets IRF Kelehe et NYUNZU Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.1.1	1.1.1. B.2.1	Number of additional males benefiting from UNDP's livelihoods interventions	990	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	3,390	4,200	5020	hommes ont bénéficié des Activités génératrice de revenus (330 du projet Sud Ubangi, 400 du projet CAAFAG1, 900 des projets IRF Kelehe et NYUNZU Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.1.1	1.1.1. B.3.1	Total number of additional people benefiting from UNDP's livelihoods interventions	5,880	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	12,122	12,198	16612	personnes ont bénéficié des Activités génératrice de revenus (660 du projet Sud Ubangi, 800 du projet CAAFAG1, 3000 des projets IRF Kelehe et NYUNZU Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets

									moyens d'existences durable
1.1.2	1.1.2. A.1.1	Extent to which policies, systems and/or institutional measures are in place at the national and sub-national levels to generate and strengthen employment and livelihoods	2	2013	Rapport Banque Centrale Congo/Rapport Indépendant Collecte de données	2	2	2	(pas de changement par rapport à 2015) UPS
1.1.3	1.1.3. A.1.1	Number of additional demonstration schemes which expand and diversify the productive base based on the use of sustainable production technologies	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	3	2	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV, MED
1.1.3	1.1.3. A.2.1	Number of additional advocacy and knowledge schemes which expand and diversify the productive base based on the use of sustainable production technologies	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	3	2	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV,
1.1.3	1.1.3.A.3.1	Number of additional skill building schemes which expand and diversify the productive base based on the use of sustainable production technologies	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	3	2	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV, MED

1.1.3	1.1.3.A.4.1	Number of additional implementation support schemes which expand and diversify the productive base based on the use of sustainable production technologies	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	3	2	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV, MED
Output 1.2: Options enabled and facilitated for inclusive and sustainable social protection									
1.2.1	1.2.1. A.1.1	Extent to which of policy and institutional reforms increase men's access to social protection schemes targeting the poor and other at risk groups	2	2	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	2	(pas de changement par rapport à 2015)
1.2.1	1.2.1.A. 2.1	Extent to which of policy and institutional reforms increase women's access to social protection schemes targeting the poor and other at risk groups	2	2	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	3	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH) Rapport de projet de lutte contre SGBV
1.2.1.	1.2.1.A. 3.1	Extent to which of policy and institutional reforms increase access to social protection schemes targeting the poor and other at risk groups in urban areas	2	2	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	3	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008

									portant protection des personnes vivants avec le VIH) Rapport de projet de lutte contre SGBV
1.2.1	1.2.1.A.4.1	Extent to which of policy and institutional reforms increase access to social protection schemes targeting the poor and other at risk groups in rural areas	2	2	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	3	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH) Rapport de projet de lutte contre SGBV
1.2.2.	1.2.2.A.1.1	Extent of financial sustainability of social protection systems	1	1	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	1	1	1	La situation n'a pas changée par rapport à 2016. Rapport Budget National
Output 1.3 Solutions developed at national and sub-national levels for sustainable management of natural resources, ecosystem services, chemicals and waste									
1.3.1	1.3.1.A.1.1	Number of new partnership mechanisms with funding for sustainable management solutions of natural resources, ecosystem services, chemicals and waste at national and/or sub-national level	0	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	1	1	2	mécanismes : Mise en œuvre : FONAREDD au niveau national et CAFI au niveau régional CCEV

1.3.2	1.3.2.A.1.1	Number of additional males benefiting from livelihoods strengthened through solutions for management of natural resources, ecosystem services, chemicals and waste (<i>modified</i>)	2,940,000	2011	Rapports Annuels Pooled Fund	3,038,000	3,837,678	3.236.908	Rapport narratif intermédiaire Pooled Fund
1.3.2	1.3.2.A.2.1	Number of additional females benefiting from livelihoods strengthened through solutions for management of natural resources, ecosystem services, chemicals and waste (<i>modified</i>)	2,880,000	2011	Rapports Annuels Pooled Fund	3,162,000	3,994,318	3.416.728	Rapport narratif intermédiaire Pooled Fund
1.3.2	1.3.2.A.3.1	Total number of additional people benefiting from livelihoods strengthened through solutions for management of natural resources, ecosystem services, chemicals and waste (<i>modified</i>)	5,820,000	2011	Rapports Annuels Pooled Fund	6,200,000	7,831.996	6.653.636	Rapport narratif intermédiaire Pooled Fund
1.3.2	1.3.2.B.1.1	Number of men above 15 years of age who acquired new jobs through a UNDP-supported project on NRM, ecosystems services, chemicals and waste	9,489	2012	Rapport indépendant collecte de données	9,940	10,484	9 940	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV
1.3.2	1.3.2.B.2.1	Number of women above 15 years of age who acquired new jobs through a UNDP-supported project on	3,795	2012	Rapport indépendant collecte de données	3,975	4,193	3 975	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV

		NRM, ecosystems services, chemicals and waste							
1.3.2	1.3.2.B.3.1	Total number of people above 15 years of age who acquired new jobs through a UNDP-supported project on NRM, ecosystems services, chemicals and waste	13,284	2012	Rapport indépendant collecte de données	13,916	14,667	13 916	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV
1.4.1	1.4.1.A.1.1	Extent to which climate finance is being accessed (by government and non-government institutions)	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	2	Programme CAFI et FONAREDD CCEV
1.4.1	1.4.1.B.1.1	Extent to which there is a strengthened system in place to access, deliver, monitor, report on and verify climate finance (modified)	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	2	Programme CAFI et FONAREDD CCEV
1.4.2	1.4.2.A.1.1	Extent to which implementation of comprehensive measures - plans, strategies, policies, programmes and budgets – to achieve low-emission and climate-resilient development objectives has improved (modified)	2	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	3	3	3	(pas de changement par rapport à 2015) CCEV
1.5.1	1.5.1.A.1.1	Number of new development partnerships with	0	2013	Rapport Indépendant Collecte de	1	1	1	(pas de changement par rapport à 2015)

		funding for improved energy efficiency and/or sustainable energy solutions targeting underserved communities/groups and women			données 2014				
1.5.2	1.5.2.A.1.1	total number of people with improved access to energy as a result of UNDP-supported intervention	7 280 000	2012	Atlas sur les énergies renouvelables	7,626,091	8, 043,460	7 626 091	(pas de changement par rapport à 2015) Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable
1.5.1	1.5.2.B.1.1	Percentage of households benefitting from improved energy access which are female headed households (modified)	51	2012	Rapport d'Enquêtes 123	52	53	52	(pas de changement par rapport à 2015) Il s'agit de données aux interventions du PNUD dans le cadre des projets moyens d'existences durable

3.2.2. Outcome 2 - Citizen expectations for voice, development, the rule of law and accountability are met by stronger systems of democratic governance

L'outcome2 de l'IRRF correspond également au Pilier 1 du CPAP (Consolidation de la paix et le renforcement de la Démocratie). Cet outcome vise à renforcer les institutions du pays enfin d'assurer progressivement l'accès universel aux services de base. L'analyse des données collectées indique que la plupart des indicateurs de cet outcome n'ont pas évolué par rapport à 2015. Cette situation est due essentiellement à la crise sociopolitique qui secoue la RDC depuis quelques mois.

PDF Pro Evaluation

Tableau 10 : Outcome 2 - Citizen expectations for voice, development, the rule of law and accountability are met by stronger systems of democratic governance

Indicator code	Code	indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016		Sources and comments
							Milestone	Actual	
Output 2.1 - Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions									
2.1.1.	2.1.1. A.1.1.	Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation	2	2	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	2	2	2	Rapport à mi-parcours projet CPAP
2.1.1.	2.1.1. B.1.1	Extent to which the Constitution-making body (CMB) has improved its administrative and human resources capacities required to undertake drafting, public outreach and consultation, and ensure the participation of women and marginalized groups	0	0	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	1	1	1	Rapport à mi-parcours projet CPAP
	2.1.1. C.1.1.	Extent to which capacity of the Electoral Management Body (EMB) to perform its functions, including: financial and operational planning, conducting operations for elections and referenda, voter information and stakeholder outreach to hold credible and inclusive elections, has improved.	2	2		2	3	2	Projet PACEC
2.1.2	2.1.2. A.1.1	Number registered electors (<i>modified</i>)	18,914,091	2011	Rapport Final du processus électoral (Présidentiel et Législatif du 28 11 2011) en RDC	18,914,091	20,076,502	18,914,968	Le processus d'enrôlement des électeurs a démarré avec la province du Sud Ubangi

2.1.2	2.1.2. A.5.1	Total number of persons registered to vote (<i>modified</i>)	32,024,640	2011	Rapport Final du processus électoral (Présidentiel et Législatif du 28 11 2011) en RDC	32,024,640	32,024,640	ND	
2.1.2	2.1.2. A.5.2	Total number of persons of voting age (<i>modified</i>)	37,132,522	2013	www.databank.worldbank.org/data/views/	38,135,100	38,135,100	ND	
2.1.3	2.1.3. A.1.1	Number of women participating as candidates in elections supported by UNDP	2,276	2011	Rapport Final du processus électoral (Présidentiel et Législatif du 28 11 2011) en RDC	2,276	5000	2276	Vote non encore organisé
Output 2.2 – Institutions and systems enabled to address awareness, prevention and enforcement of anti-corruption measures across sectors and stakeholders									
2.2.2	2.2.2. A.1.1	Number of proposals planned to mitigate sector specific corruption risks (e.g. extractive industries, and public procurement in the health and other sectors)	3	2013	RAPPORT COURS DES COMPTES	3	3	3	Journal officiel : (Code Minier, Code forestier, Code sur les investissements)
2.2.2	2.2.2. A.2.1	Number of proposals being developed to mitigate sector specific corruption risks (e.g. extractive industries, and public procurement in the health and other sectors)	1	2013	RAPPORT COURS DES COMPTES	1	1	3	Journal Officiel : (Code Minier, Code forestier, Code sur les investissements)
2.2.2	2.2.2. A.3.1	Number of proposals adopted to mitigate sector specific corruption risks (e.g. extractive industries, and public procurement in the health and other sectors)	1	2013	RAPPORT COURS DES COMPTES	1	1	3	Journal Officiel : (Code Minier, Code forestier, Code sur les investissements)
Output 2.3 – Capacities of human rights institutions strengthened									
2.3.1	2.3.1. A.1.1	Extent to which operational institutions have the capacity to support fulfillment of nationally and internationally ratified human rights obligations (<i>modified</i>)	1	2013	www.societecivil.cd <u>Position du droit international dans l'ordre juridique congolais et l'application de ces normes</u>	1	2	1	www.societecivile.cd

Output 2.4. Frameworks and dialogue processes engaged for effective and transparent engagement of civil society in national development									
2.4.1	2.4.1	Extent to which relevant civil society groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis-related issues, disaggregated by women's, youth and excluded groups							
2.4.1	2.4.1.A.1.1	Extent to which women's groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues (modified)	2	2013	Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC				Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC
2.4.1	2.4.1.A.2.1	Extent to which youth groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues (modified)	1	2013	Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC				Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC
2.4.1	2.4.1.A.3.1	Extent to which relevant excluded groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues (modified)	1	2013	Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC				Indice de pérennisation des ONG en Afrique Subsaharienne ; Baromètre de la Société Civile : Sénégal, Niger, RDC
2.4.2	2.4.2.A.1.1	Degree of effectiveness of legal/regulatory framework for women's groups to function in the public sphere and contribute to development				1 = Low	2= Medium	1 = Low	
	2.4.2.A.1.2	Degree of effectiveness of mechanisms/platforms to engage women's groups				1 = Low	2= Medium	1 = Low	
	2.4.2.A.2.1	Degree of effectiveness of legal/regulatory framework for youth groups to function in the public sphere and contribute to development				1 = Low	2= Medium	1 = Low	

	2.4.2.A.3.1	Degree of effectiveness of legal/regulatory framework for excluded groups to function in the public sphere and contribute to development				1 = Low	2= Medium	1 = Low	
	2.4.2.A.3.2	Degree of effectiveness of mechanisms/platforms to engage excluded groups				1 = Low	2= Medium	1 = Low	
2.5.1	2.5.1.A.1.1	Extent to which legal frameworks are in place for conservation, sustainable use, and access and benefit sharing of natural resources, biodiversity and ecosystems (<i>modified</i>)	1	2014	Rapport sur l'Analyse comparative des projets de loi cadre sur l'environnement en RDC	1 = Not adequately	2 = very Partially	1 = Not adequately	
2.5.1	2.5.1.A.1.2	Extent to which policy frameworks are in place for conservation, sustainable use, and access and benefit sharing of natural resources, biodiversity and ecosystems (<i>modified</i>)	1	2014	Rapport sur l'Analyse comparative des projets de loi cadre sur l'environnement en RDC	1 = Not adequately	2 = very Partially	1 = Not adequately	
2.5.1	2.5.1.A.1.3	Extent to which institutional frameworks are in place for conservation, sustainable use, and access and benefit sharing of natural resources, biodiversity and ecosystems (<i>modified</i>)	1	2011	Rapport sur la Problématique de L'eau en RDC: défis et Opportunités PNUE/UNEP	1 = Not adequately	2 = very Partially	1 = Not adequately	
2.5.2	2.5.2.A.1.1	Extent to which capacities to implement national and local plans for Integrated Water Resources Management have improved (<i>modified</i>)	1	2011	Rapport sur la Problématique de L'eau en RDC: défis et Opportunités PNUE/UNEP	1 = Not improved	2 = very Partially	1 = Not improved	
2.5.2	2.5.2.A.2.1	Extent to which capacities to protect and restore the health, productivity and resilience of oceans and marine ecosystems, have improved (<i>modified</i>)	2	2013	Plan d'Action National pour la gestion durable des ressources environnementales marines et côtières, RDC	1 = Not improved	2 = very Partially	1 = Not improved	

2.6.1	2.6.1. A.1.1	Number of proposals for legal reform to fight discrimination that have been planned	5	2013	Rapport des travaux parlementaires	5	6		
2.6.1	2.6.1. A.2.1	Number of proposals for legal reform to fight discrimination that are being developed	2	2013	Rapport des travaux parlementaires	2	3		
2.6.1	2.6.1. A.3.1	Number of proposals for legal reform to fight discrimination that have been adopted	1	2013	Rapport des travaux parlementaires	1	2		

3.2.3. Outcome 3 - Countries have strengthened institutions to progressively deliver universal access to basic services

L'outcome 3 vise à renforcer les institutions du pays afin d'assurer progressivement l'accès universel aux services de base. De manière générale, la situation de cet outcome n'a pas évolué par rapport à l'année 2015.

PDF Pro Evaluation

Tableau 11 : Outcome 3 - Countries have strengthened institutions to progressively deliver universal access to basic services

Indicator code	Code	indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016		Sources and comments
							Milestone	Actual	
Output 3.1: Core functions of government enabled (in post conflict situations) to ensure national ownership of recovery and development processes									
Output 3.2: Functions, financing and capacity of sub-national level institutions enabled to deliver improved basic services and respond to priorities voiced by the public									
3.2.	3.2.2	Level of capacity of sub-national governments/administrations for planning, budgeting and monitoring basic services delivery.							
3.2.	.2.2. A.1.1	Level of capacity of sub-national governments/administrations for planning delivery of basic services	2	2013	3	3	3	3	3. La situation n'a pas changé par rapport à 2015 Etat de lieu du processus de décentralisation et le développement local
3.2.	.2.2. A.2.1	Level of capacity of sub-national governments/administrations for budgeting delivery of basic services	2	2013	3	3	3	3	3. La situation n'a pas changé par rapport à 2015 Rapport sur le budget participatif des ETD
3.2.	.2.2.A.3.1	Level of capacity of sub-national governments/administrations for monitoring delivery of basic services	2	2013	3	3	3	3	3. La situation n'a pas changé par rapport à 2015 Etat de lieu du processus de décentralisation et le développement local

3.2.4. Outcome 4: Faster progress is achieved in reducing gender inequality and promoting women's empowerment

L'outcome 4 vise à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'autonomisation des femmes. De manière générale, la situation de cet outcome a quelque peu évolué en 2016 (voir tableau). Indiquons qu'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre est en cours de révision au niveau du parlement. Le défi majeur de cette stratégie est la coordination de la prévention, de la protection, de la réponse aux victimes et survivantes des violences, de la gestion des informations et des données ainsi que de la synergie entre les institutions publiques et privées et les partenaires d'appui en rapport avec les violences basées sur le sexe en RDC.

PDF Pro Evaluation

Tableau 12 : Outcome 4 - Faster progress is achieved in reducing gender inequality and promoting women's empowerment

Indicator code	Code	indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016		Sources and comments
							Milestone	Actual	
Output 4.1: Country led measures accelerated to advance women's economic empowerment									
4.1.	4.1.1	Extent to which policies to promote women's economic empowerment show improved implementation							
4.1.	4.1.1. A.1.1	Extent to which policies to promote women's economic empowerment show improved implementation	2	2014		2= very Partially	2= very Partially	2= very Partially	
Output 4.2: Measures in place and implemented across sectors to prevent and respond to Sexual and Gender Based Violence (SGBV)									
4.2.	4.2.1	Existence of a comprehensive legal and policy framework to prevent and address sexual and gender based violence							
4.2	4.2.1. A.1.1	Existence of a comprehensive definition of sexual and gender based violence SGBV	3	2014	Rapport sur l'ampleur des violences sexuelles et basées sur le genre en RDC contre le phénomène en 2013/2014 Ministère du Genre et Famille	3	3	3	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH). Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.2	4.2.1. A.1.2	Extent to which an adequate framework of SGBV offences, with appropriate criminal penalties that apply to SGBV offences, is in place	2	2013	Rapport sur l'ampleur des violences sexuelles et basées sur le genre en RDC et action de lutte	2	2	2	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH)

					contre le phénomène en 2013/2014 Ministère du Genre et Famille				Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.2	4.2.1. A.1.3	Protection and occupation orders available along with enforcement mechanisms	2	2014	Rapport sur l'ampleur des violences sexuelles et basées sur le genre en RDC et action de lutte contre le phénomène en 2013/2014 Ministère du Genre et Famille	2 = very Partially	2 = very Partially	2 = very Partially	
4.2.	4.2.1. A.1.4	specific duties to prevent and address SGBV imposed on the police and state, including to provide victim services, along with a monitoring mechanisms	2	2014	Rapport sur l'ampleur des violences sexuelles et basées sur le genre en RDC et action de lutte contre le phénomène en 2013/2014 Ministère du Genre et Famille/Stratégies Nationale sur les violences sexuelles et basée sur le genre	3=partially	3=partially	3=partially	
4.1.	4.2.1. A.1.5	Regulations containing necessary details for SGBV-related laws to operate enacted	2	2013	Politique Nationale Genre/Rapport indépendant collecte de données	2	2	2	Code pénal et code des procédures pénales ont été promulgués
4.1	4.2.1.A.1.6	Appropriate budget required to implement and enforce SGBV laws and policies allocated	1	2013	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	

4.2	4.2.2	Existence of new and strengthened multi-sectoral services (including legal, justice and security services) to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	3	2014	Rapport indépendant collecte de données				
4.2	4.2.2. A.1.1	Existence of new and strengthened police services to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	3	2014	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	Dans le cadre du programme de lutte contre l'impunité, les escadrons de la police spéciale de protection de l'enfant et de la femme sont renforcés. Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.2	4.2.2. A.1.2	Existence of new and strengthened legal aid and justice services to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	3	2014	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH). Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.2	4.2.2. A.1.3	Existence of new and strengthened health and HIV services to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	2	2013	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH). Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.2	4.2.2. A.1.4	Existence of new and strengthened economic and employment assistance services to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	1	2014	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	
4.2	4.2.2. A.1.5	Existence of other new and strengthened services to prevent and address sexual and gender-based violence (SGBV)	2	2014	Rapport indépendant collecte de données	1 = Not adequately	1 = Not adequately	1 = Not adequately	Code pénal et code des procédures pénales ont été promulgués

Output 4.3: Evidence-informed national strategies and partnerships to advance gender equality and women's empowerment

4.3.	4.3.2	Existence of effective mechanisms to collect, disseminate sex disaggregated data and gender statistics, and apply gender analysis		2013					
4.3.	4.3.2. A.1.1	Existence of effective mechanisms to collect, disseminate sex disaggregated data and gender statistics, and apply gender analysis	3=Consistent evidence of sex-disaggregated data research and advocacy informing national policy and strategy	2014	Rapport indépendant collecte de données	3	3	3	Dans le cadre du programme de lutte contre l'impunité, un appui est apporté au gouvernement congolais pour appuyer la base de collecte de données (SGBV) et la rendre effective et fiable (Voir rapport du projet)
4.4	4.4. A.3.1	Number of women judges in highest national court (i.e. Constitutional or Supreme court)							(Existence d'une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en cours de révision ; Révision de la loi 08/011 du 14 juillet 2008 portant protection des personnes vivants avec le VIH). Rapport de projet de lutte contre SGBV
4.4	4.4.A.3.2	Total number of judges in highest national court (i.e. Constitutional or Supreme court)	0	2013	Rapport indépendant collecte de données	1	1		
4.4.1	4.4.1. A.1.1	Number of new laws or policies to increase women's participation in decision-making	0	2014	Rapport services Juridiques Ministère Genre	1	1	1	
4.4.1	4.4.1. A.2.1	Number of strengthened laws or policies to increase women's participation in decision-making	3	2014	Rapport services Juridiques Ministère Genre	3	4	3	
4.4.2	4.4.2. A.1.1	Number of women benefitting from private and/or public measures to support women's preparedness for leadership and decision-making roles	59	2014	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	59	80	121	

3.2.5. Outcome 5 - Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change

L'outcome 5 fait référence à la capacité du pays à réduire les risques de conflits et des catastrophes naturelles, notamment ceux liés aux changements climatiques. De manière générale, la plupart des cibles pour l'année 2016 ont été atteintes.

PDF Pro Evaluation

Tableau 13 : Outcome 5 - Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change

Indicator code	Code	indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016	Source et commentaires	Actual
							Milestone		
Output 5.1: Mechanisms in place to assess natural and man-made risks at national and sub-national levels									
5.1.	5.1.1	Existence and effectiveness of standardized damage and loss accounting systems with sex and age disaggregated data collection and analysis, including gender analysis	oui	2012	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC. RDC (2006).DSCR	oui	1	1.	Un appui est envisagé pour faciliter la mise en place d'un système d'Alerte Précoce pour la zone inondable de Limete. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.1.	5.1.2. A.1.1	existence of standardized damage and loss accounting systems with sex and age disaggregated data collection and analysis, including gender analysis	oui	2012	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC. RDC (2006). DSCR	Yes	Yes	Yes	Un appui est envisagé pour faciliter la mise en place d'un système d'Alerte Précoce pour la zone inondable de Limete Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.1	5.1.2.A.2.1	effectiveness of standardized damage and loss accounting systems with sex and age disaggregated data collection and analysis, including gender analysis	1	2012	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC. RDC (2006).DSCR	2= very partially	2= very partially	2= very partially	Un appui est envisagé pour faciliter la mise en place d'un système d'Alerte Précoce pour la zone inondable de Limete. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.1	5.1.2	Number of plans and programs that are informed by multi-hazard national and sub-national disaster and climate risk	1	2013	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République	2	2	1	Un plan de contingence est en cours d'actualisation au Sud Kivu. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC

		assessments, taking into account differentiated impacts e.g. on women and men			Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC				
5.1	55.1.2. A.1.1	Total number of plans and programs that are informed by multi-hazard national and sub-national disaster and climate risk assessments	1	2012	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC.	1	2	1	Un plan de contingence est en cours d'actualisation au Sud Kivu. Rapport sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce.
5.1.	55.1.2. B.1.1	number of plans and programs that are informed by risk assessments that differentiate impact on men and women	0	2012	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC	1	1	1	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024. Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
5.2.1	55.1.2.A.1.1	Total number of disaster risk reduction and/or integrated disaster risk reduction and adaptation plans, and dedicated institutional frameworks and multi-stakeholder coordination mechanisms, are in place (<i>modified</i>)	1	2014	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC. RDC (2006).DSCR				
5.2.1	55.1.2.A.1.2	Number of disaster risk reduction and/or integrated disaster risk reduction and adaptation plans, and dedicated institutional frameworks and multi-stakeholder coordination mechanisms, which are gender	1	2014	Rapport Indépendant Collecte de données 2014				

		responsive (<i>modified</i>)							
Output 5.2: Effective institutional, legislative and policy frameworks in place to enhance the implementation of disaster and climate risk management measures at national and sub-national levels									
5.2									
5.2	55.2.1.A.1.1	Total number of disaster risk reduction and/or integrated disaster risk reduction and adaptation plans, and dedicated institutional frameworks and multi-stakeholder coordination mechanisms, are in place	1	2013	PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC. RDC (2006).DSCR	1	1		Arrêté provincial du Sud Kivu instituant la plateforme ; Projet de décret de la plateforme nationale ; Une plateforme de coordination a été mise en place au Sud Kivu et est reconnue par un arrêté provincial ; Une plateforme de coordination nationale a été mise en place à Kinshasa et le décret l'instituant est en cours de soumission à l'Autorité. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.2	55.2.1. A.1.2	Number of disaster risk reduction and/or integrated disaster risk reduction and adaptation plans, and dedicated institutional frameworks and multi-stakeholder coordination mechanisms, which are gender responsive	1	2014	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	1	1		La représentativité des femmes est prioritaire au sein des deux plateformes (Kinshasa et Bukavu). Ainsi, on remarque qu'il y a environ une dizaine de femmes fonctionnaires respectivement dans la plateforme de Kinshasa et à Bukavu. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.2									
5.2	55.2.2. A.1.1	Total number of legislative or regulatory provisions for managing disaster and climate risks	5	2013	Rapport national sustainability energy for all 2013, du Ministère en Charge de l'Energie	5	5	5	Un arrêté ministériel a été signé à Bukavu pour instituer la plateforme provinciale de coordination de la RRC ; Un décret est en cours d'examen à Kinshasa pour instituer la plateforme de coordination nationale ; Une Stratégie nationale et son plan d'action 2017-2024 ont été validés en octobre 2016. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce

									en RDC Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
5.2	5.2.2.A.1.2	Number of legislative or regulatory provisions for DRM (including CRM) that are effective	5	2014	Rapport national sustainability energy for all 2013, du Ministère en Charge de l'Energie	5	5	5	Un arrêté ministériel a été signé à Bukavu pour instituer la plateforme provinciale de coordination de la RRC ; Un décret est en cours d'examen à Kinshasa pour instituer la plateforme de coordination nationale ; Une Stratégie nationale et son plan d'action 2017-2024 ont été validés en octobre 2016. Rapport d'atelier sur la situation la mise en place d'un système d'alerte précoce en RDC
Output 5.3: Gender responsive disaster and climate risk management is integrated in the development planning and budgetary frameworks of key sectors (e.g. water, agriculture, health and education)									
5.3									
5.3	5.3.1.A.1.1	total number of national/sub-national development and key sectorial plans that explicitly address DRM and/or CRM	1	2013	Plan d'Investissement Fonds national REDD	1	1	1	Le projet financé par le Bureau des Politiques et Programmes (BPPS) du PNUD New York s'élève à 500 000 USD. Rapport de projet
5.3	5.3.1.A.2.1	total number of budgeted national/sub-national development and key sectorial plans that explicitly address DRM and/or CRM	1	2013	Plan d'Investissement Fonds national REDD	1	1	1	Rapport de projet
5.3	5.3.1.A.3.1	number of national/sub-national development and key sectorial plans that explicitly address DRM and/or CRM which are gender responsive	1	2013	Stratégie Nationale REDD+	1	1	1	Rapport de projet
Output 5.4: Preparedness systems in place to effectively address the consequences of and response to natural hazards (e.g. geo-physical and climate related) and man-made crisis at all levels of government and community									

5.4.1									
5.4.1	5.4.1.A.1.1	Number of end-to-end early warning systems for man-made crisis and all major natural hazards (e.g. geo-physical and climate-induced hazards)	1	2012	RDC(2012), Plan D'organisation des secours en cas de catastrophes (ORSEC)	1	1	1	Idéalement, il faudrait mettre en place un système d'alerte précoce à Limete (Kinshasa) et à Bukavu à titre pilote pour faciliter l'apprentissage des experts nationaux. Rapport de Projet idem
5.4.2									
5.4.2	5.4.2.A.1.1	Number of preparedness plans that cover only response	1	2013	Plan d'Organisation en cas de secours (ORSEC)	1	2	1	
5.4.2	5.4.2.A.1.2	Number of preparedness plans that cover response AND recovery	1	2013	Plan d'Organisation en cas de secours (ORSEC)	1	2	1	
5.4	5.4.3.A.1	flood							
5.4	5.4.3.A.1.1	total population at risk of flood	53,345,267	2012	INS, Enquête 123	57,034,412	60,978,684	57,034,412	(pas de changement)
5.4	5.4.3.A.1.2	population covered by flood contingency plans	143,418	2012	RDC(2012), Plan D'organisation des secours en cas de catastrophes (ORSEC)	153,336	163,940	153,336	(pas de changement)
5.4	5.4.3.A.2	Earthquake							
5.4	5.4.3.A.2.1	total population at risk of earthquake	24,630,406	2012	INS, Enquête 123	26,333,746	28,154,883	26,333,746	Un plan est en cours d'actualisation au Sud Kivu à titre pilote pouvant servir d'exemple au pays
5.4	5.4.3.A.2.2	population covered by earthquake contingency plans	19,091	2012	RDC(2012), Plan D'organisation des secours en cas de catastrophes (ORSEC)	20,411	21,823	20,411	Un plan est en cours d'actualisation au Sud Kivu. Draft du plan de contingence
5.4	5.4.3.A.3	hurricane							
5.4	1	55.4.3.A.3. total population at risk of hurricane							

5.4	2	55.4.3.A.3.	population covered by hurricane contingency plans							
5.4	5.4.3.A.4		landslide							
5.4	5.4.3.A.4.1		total population at risk of landslide	18,593,922	2012	INS, Enquête 123	19,879,803	21,254,611	18,679,803	Le PNUD et le PNUE ont déjà travaillé dans la réduction du risque d'érosion côtière à Moanda et dans le bassin de la Lukaya. L'UNICEF aussi dans le territoire de la Tshopo
5.4	5.4.3.A.4.2		population covered by landslide contingency plans	2 015	2012	RDC(2012), Plan D'organisation des secours en cas de catastrophes (ORSEC)	2,154	2,303	2,154	(Pas de changement)
5.4	5.4.3.A.5		drought							
5.4	5.4.3.A.5.1		total population at risk of drought	18,854,406	2012	INS, Enquête 123	20 158 301	21, 552,369	20 158 301	(Pas de changement)
5.4	5.4.3.A.5.2		population covered by drought contingency plans	19,554	2012	RDC(2012), Plan D'organisation des secours en cas de catastrophes (ORSEC)	20,906	22,352	20,906	Un plan est en cours d'actualisation au Sud Kivu. Draft du plan de contingence

3.2.6. Outcome 6 - Early recovery and rapid return to sustainable development pathways are achieved in post-conflict and post-disaster settings

L'outcome 6 vise un redressement rapide des situations humanitaires d'urgence et un retour vers le développement durable. De manière générale, la situation de cet outcome n'a pas évolué par rapport à l'année 2015 (voir tableau ci-après) étant donné que le PNUD n'a pas développé des projets d'urgence en 2016.

PDF Pro Evaluation

Tableau 14 : Outcome 6 - Early recovery and rapid return to sustainable development pathways are achieved in post-conflict and post-disaster settings

Indicator code	Code	indicator components	Baseline	Year Baseline	Source Baseline	Actual 2015	2016		Source et commentaires
							Milestone	Actual	
Output 6.1: From the humanitarian phase after crisis, early economic revitalization generates jobs and other environmentally sustainable livelihoods opportunities for crisis affected men and women									
6.1									
6.1.1	6.1.1. A.1	livelihoods - females							
6.1.1	6.1.1. A.1.1	Number of females benefitting from diversified livelihoods opportunities through UNDP emergency projects	3,616	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	4,899	5,000	4,899	Pas de projet d'urgence en 2016.
6.1.1	6.1.1.A.2	livelihoods - males							
6.1.1	.1.1.A.2.1	Number of males benefitting from diversified livelihoods opportunities through UNDP emergency projects	463	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	1,469	1,800	1,469	Bénéficiaires femmes de 28 projets humanitaires d'urgences appuyées par le Pool Fund Pool Fund, Rapport narrative intérimaire
6.1.1	6.1.1. A.3	livelihoods - total							
6.1.1	6.1.1. A.3.1	Total number of people benefitting from diversified livelihoods opportunities through UNDP emergency projects	4,079	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	6,368	6,800	6,368	Nombre total des Bénéficiaires de 28 projets humanitaires d'urgences appuyées par le Pool Fund Pool Fund, Rapport narrative intérimaire
6.1.1	6.1.1.B.1	jobs - women							
6.1.1	6.1.1.B.1.1	Number of new emergency jobs created for women 15+ years of age through UNDP projects in crisis or post-crisis settings	399	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	413	441	1,439	nouvel emploi. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes).

									Rapports de progrès 2016 des projets concernés;
6.1	6.1.1. B.2	jobs - men							
6.1	.1.1. B.2.1	Number of new emergency jobs created for men 15+ years of age through UNDP projects in crisis or post-crisis settings	320	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	331	354	1,355	nouvel emploi. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes) Rapports de progrès 2016 des projets concernés;
6.1	6.1.1. B.3	jobs - total							
6.1	.1.1. B.3.1	Total number of new emergency jobs created for adults 15+ years of age through UNDP projects in crisis or post-crisis settings	719	2013	Rapport Indépendant Collecte de données 2014	743	795	2793	nouveaux emplois. Ces emplois temporaires ont été créés par les projets suivants : Sud Ubangi (825 dont 413 au bénéfice des femmes), CAAFAG1 (1000 dont 500 au bénéfice des femmes) et NYUNZU (225 dont 113 au bénéfice des femmes) Rapports de progrès 2016 des projets concernés;
6.1	6.1.2. A.1.1	Extent to which key actions for first critical benchmark have been identified	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2.A.1.2	Extent to which specific actions for first critical benchmark were implemented	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2. B.1.1	Extent to which key actions for second critical benchmark have been identified	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2. B.1.2	Extent to which specific actions for second critical benchmark were implemented	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015

6.1	6.1.2. C.1.1	Extent to which key actions for third critical benchmark have been identified	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2. C.1.2	Extent to which specific actions for third critical benchmark were implemented	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2. D.1.1	Extent to which key actions for fourth critical benchmark have been identified	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
6.1	6.1.2. D.1.2	Extent to which specific actions for fourth critical benchmark were implemented	2		Rapport Ministère développement rural et Ministère du genre	2	2	2	Pas de changement par rapport à 2015
Output 6.2: National and local authorities /institutions enabled to lead the community engagement, planning, coordination, delivery and monitoring of early recovery efforts									
6.2	6.2.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved capacities to lead and coordinate the early recovery process within 18 months of start of crisis and/or UNDP interventions	3						
6.2	6.2.1. A.1.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved physical infrastructure (buildings and facilities) needed to lead and coordinate the early recovery process within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	3	2013	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	3	3	12	plans sont impliqués Au niveau national dans l'amélioration de la Gouvernance de la RRC Rapport de projet
6.2	.2.1. A.2.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved equipment and vehicles needed to lead and coordinate the early recovery process within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	3	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	3	3	3	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024. Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.2	.2.1. A.3.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved human resources needed to lead and coordinate the early recovery process within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	3	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	3	3	3	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système

									d'alerte précoce
6.2	.2.1. A.4.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved leadership skills needed to lead and coordinate the early recovery process, within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	3	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	3	3	3	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.2	.2.1. A.5.1	Extent to which national and/or sub-national institutions have improved institutional arrangements needed to lead and coordinate the early recovery process, within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	3	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	3	3	3	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.2	6.2.2	Extent to which a financing or aid management mechanism is accountably and effectively used for early recovery within 18 months of start of crisis and/or UNDP interventions	2					3	
6.2	6.2.2. A.1.1	Extent to which the centre of government has accountability mechanisms to hold institutions responsible for delivering their plans and finances	2	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	2	2	2	La situation n'a pas changée par rapport 2015
6.2	6.2.2.A.1.2	Extent to which the population is able to hold the relevant institutions responsible for delivering their plans through mechanisms such as open meetings, public accountability forums, etc.	2	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	2	2	2	La situation n'a pas changée par
6.2	6.2.2. A.2.1	Extent to which aid management system is owned and coordinated by the national government, and aligned with national systems and processes	3	2012	Rapport Ministère du Genre/Evaluation stratégique du programme PNUD 2008 2012	2	2	2	La situation n'a pas changée par
Output 6.3: Innovative partnerships are used to inform national planning and identification of solutions for early recovery									
6.3									

Output 6.4: Recovery processes reinforce social cohesion and trust and enable rapid return to sustainable development									
6.4	6.4.1. A.1.1	Extent of evidence of efforts to build consensus or resolve disputes peacefully	1	2013	Rapport indépendant collecte de données	2	2	2	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.4	6.4.1. A.1.2	Extent of increase in cross-ethnic, cross-community or cross-cultural activities	1	2013	Rapport d'enquêtes sur la perception de l'insécurité/Rapport indépendant collecte de données	2	2	2	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.4	6.4.1. A.1.3	Extent to which women participate in dispute resolution, confidence-building or cross-community dialogue activities	1	2013	Rapport d'enquêtes sur la perception de l'insécurité/Rapport indépendant collecte de données	2	2	2	Une stratégie nationale a été produite avec les experts gouvernementaux et 6 provinces avec un plan d'action 2017-2024 Rapport d'atelier sur la situation de la mise en place d'un système d'alerte précoce
6.4	6.4.2	Extent to which institutional, policy and budgetary arrangements for risk management have improved within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention							
6.4	6.4.2. A.1.1	Extent to which institutional arrangements for risk management have improved within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	2	2013	Plan de réponse stratégique 2014/Rapport indépendant collecte de données	2	2	2	Plans Au niveau national sont impliqués dans l'amélioration de la Gouvernance de la RRC. Rapport de projet
6.4	6.4.2. B.1.1	Extent to which policy arrangements for risk management have improved within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	2	2013	Rapport d'enquêtes HHI/Sense Maker	2	2	2	Plans Au niveau national sont impliqués dans l'amélioration de la Gouvernance de la RRC. Rapport de projet
6.4	6.4.2. C.1.1	Extent to which budgetary arrangements for risk management have improved within 18 months of start of crisis and/or UNDP intervention	2	2013	Rapport suivi conjoint PNUD-Gouvernement/Rapport indépendant collecte de	2	2	2	Plans Au niveau national sont impliqués dans l'amélioration de la Gouvernance de la RRC Rapport de projet

					données				
7.8	7.8.1.A.1.1	Number of countries implementing MDG Acceleration Frameworks (MAF) action plans [HQ DATA]				Yes	Yes	Yes	
	7.8.2.A.1.1	Number of countries developing MDG Acceleration Framework (MAF) action plans to "close the unfinished business" of the MDGs and transition to the SDGs [HQ DATA]				Yes	Yes	Yes	

PDF Pro Evaluation

PRINCIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Ce chapitre fait la synthèse des principaux constats de la mission de collecte des données relatives aux indicateurs du programme Pays du PNUD RDC (CPAP) 2013-2017 et du plan stratégique du PNUD RDC (IRRF) 2014-2017 et formule des recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre des futurs programmes Pays et de plans stratégiques.

4.1. Collecte et analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017 : principaux constats et recommandations

4.1.1. Principaux constats

2. Les nombreuses contraintes de la collecte des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2014 n'ont pas permis d'approfondir l'analyse des données collectées et partant faire une analyse rigoureuse des progrès enregistrés sur la période 2013-2016. Parmi les principales contraintes qui ont impacté l'analyse des données collectées on peut citer :
 - Le fait qu'une bonne partie des données disponibles sont incomplètes. Cette situation s'explique à la fois à la non disponibilité des rapports d'évaluation de nombreux projets de relèvement communautaire et des rapports d'activités de tous les projets et programmes exécutés dans le cadre de la composante "Croissance Inclusive et Développement Durable" et au fait que la collecte des données a été faite avant fin 2016. Certaines sources pertinentes d'information pour l'année 2016 ne seront disponibles qu'en 2017.
 - Une adéquation insuffisante de la définition de certains indicateurs : par exemple, pour les indicateurs « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant » et « Taux de croissance du PIB du secteur agricole », il n'est indiqué nulle part qu'il s'agit du PIB nominal ou du PIB réel. Ou comment déterminer que 70% des statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, provincial et central sur une base régulière existent ?
 - L'absence, pour certains indicateurs (l'existence de statistiques socio-économiques désagrégées et de qualité produites régulièrement et disséminées au niveau local, national et central sur une base régulière, le nombre de filières porteuses identifiées, analysées et développées, le nombre d'emplois créés à travers les filières porteuses développées, l'existence d'un budget national sensible au genre intégrant l'aide élaboré et publié, la proportion du revenu national moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national, le nombre de projets transfrontaliers et régionaux, la proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles), de baseline.
 - L'absence, pour d'autres indicateurs (le nombre de provinces et ETD qui adoptent et utilisent un mécanisme de gestion transparente des ressources budgétaires, la

proportion des femmes impliquées dans les mécanismes de prise de décision sur la gestion des ressources naturelles et le nombre d'outils standards de planification, d'analyse et de gestion des ressources naturelles et de gestion des terres de qualité disponibles), de cibles.

- La fixation de cibles pas réalistes : par exemple en 2017, la cible proposée pour l'indicateur « Taux de croissance annuelle du PIB/habitant » est de 9.10% alors même que le taux de croissance annuelle du PIB projeté est inférieur à 9%. De même, la cible proposée pour l'indicateur « Taux d'investissement du secteur privé dans l'économie verte » est de 20%, tandis que celle de l'indicateur « Proportion du revenu annuel moyen en milieu rural par rapport au revenu annuel moyen national » a été fixée à 100% ou encore celle de l'indicateur « Nombre de standards appliqués en matière de gestion des ressources naturelles » qui est également de 100% alors que la baseline est de 0%!
3. Les progrès enregistrés en rapport avec les différentes composantes du CPAP sont très contrastés et le niveau d'atteinte des cibles pour 2017 varie très souvent d'un indicateur à l'autre, voire d'un Effet du programme à l'autre.
 4. Des progrès significatifs sont observés dans les indicateurs du niveau effet du programme sur la période 2013-2016 (à l'exception de deux indicateurs). Toutefois, seulement 2 cibles sur 6 proposées pour 2017 ont d'ores et déjà été atteintes. Beaucoup reste donc à faire puisque 4 cibles n'ont pas été atteintes et ne le seront probablement pas fin 2017.
 5. La plupart des indicateurs de la composante « Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie » sont à la traîne et sur les 50 cibles proposées, seules 2 cibles ont été d'ores et déjà atteintes, tandis que 3 cibles l'ont été en grande partie. La majorité des cibles (63%) n'ont pas été atteintes. Il faut cependant souligner que de nombreuses contraintes majeures de nature exogènes ont impacté les résultats de cette composante : le contexte politique ou sécuritaire n'évolue pas toujours dans un sens favorable ; certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local ne sont pas toujours motivés et leur efficacité est très souvent freinée par leurs faibles capacités ; le processus de décentralisation est plombé par des problèmes récurrents de financement et les provinces et les ETD manquent de moyens ; certains acteurs ne respectent pas les engagements pris ; etc.
 6. Les progrès enregistrés en rapport avec la composante « Croissance Inclusive et Développement Durable » du CPAP (Effet 2), eux, sont très encourageants car entre 2013 et 2016, la situation d'un grand nombre d'indicateurs s'est nettement améliorée et dans 55,56% des cas, les cibles proposées ont d'ores et déjà été atteintes. En tenant compte que la collecte des données a été faite avant fin 2016 et que le bilan dressé n'intègre pas l'ensemble des activités des projets et programmes de relèvement communautaire clôturés, le taux d'atteinte des cibles en 2017 pourra atteindre 80%.
 7. Quelques indicateurs de l'Effet 3 de la composante « Croissance Inclusive et Développement Durable » du CPAP ont connu aussi des avancés, mais de façon générale,

les progrès relatifs à cet Effet sont décevants. Plus de 60% des cibles proposées pour 2017 n'ont pas été atteintes.

8. On ne peut pas comprendre les progrès décevants enregistrés en rapport avec la composante "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" sans prendre en compte l'incidence les facteurs exogènes certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local ne sont pas toujours motivés et leur efficacité est freinée par leurs faibles capacités ; le processus de décentralisation est plombé par des problèmes récurrents de financement et les provinces et des ETD manquent de moyens ; certains acteurs de respectent pas les engagements pris ; etc.
9. L'aspect genre n'est pas suffisamment pris en considération dans le CPAP, du moins si l'on se réfère à la proportion des indicateurs « genre » dans l'ensemble des indicateurs du programme. Sur 64 indicateurs du programme, seulement 15 indicateurs (26.4%) sont directement ou indirectement en rapport avec l'institutionnalisation du genre, la promotion de l'égalité des sexes, l'autonomisation économique, financière et sociale de la femme.

4.1.2. Recommandations

1. On ne peut comprendre les difficultés rencontrées dans la collecte des données du CPAP 2013-2017 et dans l'évaluation des progrès enregistrés sans prendre en compte le fait que certains indicateurs ont été définis de façon adéquate et/ou n'ont pas été assortis de cibles intermédiaires. Il conviendrait donc, pour les futurs CPAP à élaborer, de revoir les indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet) et de s'assurer qu'ils ont été définis de façon adéquate pour rendre la collecte des données et l'évaluation des progrès réalisés plus aisées (pour certains agrégats macro-économiques, le PIB, par exemple, indiquer s'il s'agit du PIB réel ou du PIB nominal) et qu'ils ont été assortis de cibles intermédiaires et pas uniquement des cibles à la fin du programme pour faciliter également la collecte des données et surtout les évaluations à mi-parcours.
2. La collecte et l'analyse des données sur les indicateurs du CPAP 2013-2017 a révélé la nécessité de s'assurer que, pour tous les indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet), les baseline et les cibles ont été données et que les cibles proposées sont suffisamment réalistes, par exemple ne sous-estiment pas l'ampleur des changements dans le cadre macro-économique et financier, et tiennent compte du nouveau découpage du territoire.
3. La prise en compte du genre s'avère encore faible dans l'élaboration et la mise en œuvre du Programme CPAP 2013-2014. Cette situation devrait être corrigée par un accroissement du nombre d'indicateurs directement ou indirectement en rapport avec l'aspect genre et donc de la proportion des indicateurs « genre » dans l'ensemble des indicateurs (indicateurs de suivi de performance au niveau produit et indicateurs du niveau effet) des futurs CPAP à élaborer. La proportion des indicateurs ciblant les femmes et les

personnes vulnérables devrait passer de 26.4% (CPAP 2013-2014) à plus de 40% (futurs CPAP à élaborer).

4. On ne peut pas comprendre les progrès décevants enregistrés en rapport avec la composante "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie" et le volet PLASED de la composante "Croissance Inclusive et Développement Durable" sans prendre en considération les facteurs de nature exogène (l'évolution du contexte politique ou sécuritaire, le manque de volonté/motivation ou d'efficacité de certains partenaires d'exécution au niveau central, provincial et local, etc.) mais aussi le choix du PNUD de répondre aux besoins de tous les acteurs (acteurs au niveau central, provincial et local) en même temps, du moins c'est l'impression qui se dégage quand on examine attentivement les résultats attendus et les indicateurs de cette composante et ce volet, alors même que les ressources disponibles ne permettent pas toujours de le faire efficacement. On peut imaginer un scénario où le PNUD interviendrait en appui soit aux institutions au niveau central, soit en appui aux institutions provinciales et locales, ce en fonction de l'acuité des besoins ressentis, de la présence/absence d'autres PTF sur le créneau... et dans tous les cas, éviterait, surtout si les ressources mobilisées sont limitées, de se disperser en voulant satisfaire tout le monde. Mais ceci suppose que le PNUD soit aussi en mesure d'amener les bailleurs de fonds des projets et programmes à financer les besoins des institutions au niveau central plutôt que ceux des institutions au niveau provincial et local ou l'inverse.
5. On ne peut pas non plus comprendre les moindres progrès réalisés en rapport avec l'Effet 3 de la composante "Croissance Inclusive et Développement Durable" sans tenir compte des retards pris dans le démarrage certains projets ou les reports du démarrage d'autres projets. A titre d'exemple, le lancement du projet « Promotion des micro et mini centrales hydroélectrique en RDC » a été reportée plus d'une fois. Lancer ce projet en 2017 permettra d'accroître le pourcentage des populations rurales ayant accès à l'énergie renouvelable.

4.2. Collecte et analyse des données sur les indicateurs de l'IRRF 2014-2017 : principaux constats et recommandations

4.2.1. Principaux constats

Les mêmes insuffisances de données n'ont pas non plus permis de faire une analyse approfondie des données collectées en rapport avec l'IRRF : la disponibilité des informations pour l'année 2016, le nombre réduit des sources, l'absence d'un système de collecte de l'information par les projets et programmes mis en œuvre par le PNUD, le manque de disponibilité de certains responsables et membres des équipes des deux piliers du programme, la transmission tardive des informations par certains membres des équipes des deux piliers de CPAP, le fait que le PNUD n'a pas développé des projets d'urgence en 2016, etc.

Les résultats de la collecte et d'analyse des indicateurs de l'IRRF pour l'année 2016 montrent que certaines cibles seront atteintes en 2017 et d'autres probablement pas. Parmi les cibles qui seront atteintes, on peut citer les indicateurs de l'outcome 1. La plupart des indicateurs de

l'outcome 2 et, dans une moindre mesure, ceux de l'outcome 4 ne seront probablement pas atteints surtout si le processus électoral en cours en RDC est renvoyé en 2017 ou 2018. Il y a aussi un risque que, pour les indicateurs des outcomes 5 et 6, les cibles fixées ne soient pas atteintes. Ces indicateurs ont trait aux mesures de réduction de probabilité des conflits, de risque de catastrophes naturelles, le relèvement précoce et le retour rapide à des voies de développement durable dans les zones de post-conflit et post-catastrophe, etc.

4.2.2. Recommandations

Les difficultés rencontrées dans la collecte des données sur les indicateurs de l'ensemble des outcomes de l'IRRF mettent en évidence la défaillance du système de suivi-évaluation des différents piliers du programme Pays du PNUD. Il est en effet difficile de renseigner bon nombre d'indicateurs qui en principe avec l'organisation d'un bon système de suivi-évaluation de différents projets aurait pu se faire aisément. Il convient dès lors de mettre l'accent sur la collecte des données par projet/programme et qu'une base des données pour chaque pilier soit constituée et mise à jour régulièrement. Par ailleurs, des données qualitatives (système de notation) à priori difficiles à renseigner peuvent l'être facilement si un système de focus group est réalisé avec les principaux responsables des projets.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SITES WEB VISITES

Références bibliographiques

- Ahouissou B. A. et Nkulu J. M. F. (2015), Evaluation finale du Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance, Phase 2 (PASMIF II), PNUD/PASMIF, Kinshasa, décembre.
- Banque Africaine de Développement (2011), Document de stratégie d'intégration régionale de l'Afrique orientale 2011 – 2015, AfDB, Abidjan, septembre.
- Banque Centrale du Congo (2013), Rapport annuel, BCC, Kinshasa.
- Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (2010). Plan d'action de préparation et de réponse aux inondations et autres catastrophes naturelles en Afrique centrale : 2011 – 2016, CEAC.
- Congo Y. et Gbema J. R. (2015), Evaluation à mi-parcours de l'Effet 2 du CPAP 2013-2017 : « Les institutions publiques mettent en œuvre efficacement des politiques et des programmes concertés d'appui aux acteurs clés œuvrant dans les secteurs porteurs susceptibles d'accélérer la création d'emploi et de générer des revenus », rapport final, PNUD, Kinshasa, novembre.
- Dianka M. (2016), Evaluation à mi-parcours (EMP) de l'effet 3 du CPAP 2013 – 2017 : « L'État congolais améliore la gestion de ses ressources naturelles et les bénéfices associés, les mécanismes de gestion des catastrophes et s'engage dans l'économie verte », rapport final, PNUD, Kinshasa, février.
- FAO/RDC (2013), Plan d'action pour la gestion des risques de catastrophe en République Démocratique du Congo (2011-2013), FAO, Kinshasa.
- Faye C. et Kalasi N. G. (2015), Evaluation à mi-parcours de l'effet 1 du CPAP 2013-2017 : « Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC », rapport final, PNUD, Kinshasa, novembre.
- International Crisis Group (2012). L'Est du Congo : Pourquoi la stabilisation a échoué ? *Briefing Afrique*, N°91, octobre.
- International Organisation of Migration (2013). Approche Migration et Environnement (2014-2017), IOM.
- Ministère du Plan et SMRM (2015), Annuaire statistique 2014, Institut National de la Statistique, Kinshasa, Juillet.
- Ministère du Plan et SMRM (2014), « Partenariat Mondial : progrès, défis et perspectives pays : cas de la RDC ». Discours du Ministre du Plan et SMRM à l'Atelier régional sur la mise en œuvre du Plan d'Action de l'Afrique sur l'efficacité du développement, Kinshasa (RDC), 19-21 novembre.
- Ministère du Plan et SMRM (2014), Résultat de l'enquête 1-2-3 sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages/2012, rapport global, INS, Ministère du Plan et SMRM, Kinshasa.
- Ministère du Plan et SMRM et Ministère de la Santé (2013), Enquête Démographique et de Santé, RDC II, 2013-2014, Ministère du Plan et SMRM et Ministère de la Santé, Kinshasa.

- Ministère du Plan et SMRM (2012), Programme d'actions Prioritaires/PAP renforcé, Ministère du Plan et SMRM, Kinshasa.
- Ministère de l'Economie et Ministère des Finances (2012), Plan National de Développement 2012-2016. Livre 3 – Cadre Macroéconomique et budgétaire 2012-2016 « Partenariat Mondial: progrès, défis et perspectives pays: cas de la RDC », Ministère de l'Economie et Ministère des Finances, Kinshasa.
- Ministère de la Justice (2010), Rapport monitoring judiciaire: Rapport sur les données relatives à la réponse judiciaire aux cas des violences à l'Est de la RDC, 2010-2011, Kinshasa.
- Ministère de la Santé (2011), Rapport annuel PNLs, Ministère de la Santé, Kinshasa.
- MONUSCO/ UNJHRO (2014), Avancées et obstacles dans La lutte contre l'impunité des violences sexuelles en République Démocratique du Congo, Kinshasa.
- Nations Unies (2013), Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017, Nation Unies, New York, septembre.
- Ouattara M. et al. (2015), Collecte des données sur l'éradication de l'extrême pauvreté, la réduction des inégalités et des exclusions sociales, rapport final, PNUD, Kinshasa, janvier.
- Odimba C. et al. (2012). La participation des femmes dans le processus de Paix et la prise de décision politique en République Démocratique du Congo, Alert International.
- PNMLS (2013), Rapport sur l'état d'avancement de la réponse à l'épidémie du VIH/sida, PNMLS, Kinshasa.
- PNUD (2015), Analyse du Budget 2015 de la République Démocratique du Congo. Note technique, PNUD, Kinshasa.
- RDC (2015), Rapport sur les OMD 2000-2015, Ministère du Plan et SMRM, Kinshasa, septembre.
- PNUD (2015), Rapport de collecte des données sur l'éradication de l'extrême pauvreté, la réduction des inégalités et des exclusions sociales, PNUD, Kinshasa, janvier.
- PNUD (2015), Présentation du Programme PNUD RDC. Bref aperçu, PNUD, Kinshasa.
- PNUD (2014), Relèvement communautaire et développement locale en RDC. Expériences et leçons apprises. Atelier regional « Roadmap from community recovery to local development », Bujumbura, 17 – 19 février.
- PNUD (2014), Rapport de l'évaluation final du projet de consolidation de la Paix dans les zones minières artisanales du Nord-Kivu (Projet Rubaya), PNUD, Kinshasa.
- PNUD (2013), Plan d'action pour la mise en œuvre de programmes Pays entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et le Programme des Nations Unies pour le Développement 2013-2017, PNUD, Kinshasa, janvier.
- PNUD (2013), Cadre des Résultats CPAP/CPD 2013-2017 de la RD Congo, PNUD, Kinshasa.
- RDC (2013), Plan général de soumission d'information sur la prévention des catastrophes en RDC- Rapport de la RDC, PNUD, Kinshasa.
- PNUD (2012), Projet sur la paix et sécurité dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, PNUD, Kinshasa.

- PNUD (2008), Projets conjoints. Agir en synergie pour le relèvement et la Paix en RDC, PNUD, Kinshasa.
- PNUD, Harvard Humanitarian Initiative et MONUSCO (diverses années), Rapport « Sondages Consolidation de la Paix et Reconstruction. Est de la RDC ».
- PNUE (2011), Evaluation environnementale post-conflit en RDC, PNUE, octobre.
- PNUE /RDC (2012). Evaluation environnementales Post-conflit en République Démocratique du Congo. Gestion des risques liés aux catastrophes en RDC, PNUE.
- PNUE-FEM (2007). Développement d'un cadre national de Biosécurité en République Démocratique du Congo, PNUE.
- RDC (2012), Plan d'Organisation des secours en cas des Catastrophes. Plan ORSEC.
- RDC (2012), Rapport national. Mise en œuvre du programme d'action en faveur des Pays moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020. Programme d'Action de la République Démocratique du Congo.
- RDC (2012), Document de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté de la deuxième génération, volume 1.
- RDC (2009), Stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.
- RDC(2012), Mise en œuvre du programme d'Action en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020. Plan d'Action de la RDC. Rapport national.
- RDC (2007), Etude socioéconomique et Environnementale du secteur forestier. Politiques et mesures de sauvegardes l'environnementales.
- UICN/PNUE/RDC (2009). Analyse juridique comparative des projets de loi-cadre sur l'environnement en République Démocratique du Congo, UICN/PNUE, Kinshasa.

Sites Web visités

1. www.leganet.cd/JO
2. www.radiookapi.net/; www.plan.ministère.cd/
3. www.cd.undp.org/content/dam/dem_rep_congo/docs/UPS/UNDP-CD-Note/
4. www.databank.banquemondiale.org/dat;
5. www.donnees.banquemondiale.org/indicateur/), <http://www.en.wikipedia.org/wiki/>)
6. www.ipu.org/wmn-e/classif.htm
3. www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/operations/projects
4. www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview
5. www.renadhoc.org
6. www.jeunescongo.e-monsite.com
7. www.unodc.org/gsh/en/data.html
8. <http://databank.worldbank.org/>
9. www.cd.undp.org/content/dam/dem_rep_congo/docs/demgov/
10. www.digitalcongo.net/article/87956
11. www.presidentrdc.cd/spip.php/article322
12. www.rdc-humanitaire.net/
13. www.acpcongo.info/

ANNEXES

PDF Pro Evaluation

Annexe 1 : Termes des références

Deux (02) consultant(e)s (Un international et Un national) afin de Collecter les données sur les indicateurs du plan stratégique du PNUD (IRRF SP) et du Plan d'action du programme pays du PNUD (CPAP) 2013 – 2017

Location :	Kinshasa, CONGO, DEM. REPUBLIC
Application Deadline :	15-Jul-16 (Midnight New York, USA)
Time left :	2d 14h 28m
Additional Category :	Management
Type of Contract :	Individual Contract
Post Level :	International Consultant
Languages Required :	French
Starting Date : (date when the selected candidate is expected to start)	04-Aug-2016
Duration of Initial Contract :	1 month

Background

Instructions aux soumissionnaires

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier.

Votre proposition devra être reçue au plus tard vendredi 15 juillet 2016.

N'hésitez pas à écrire à l'adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Le présent TDRs sont aussi disponibles sur les sites: MediaCongo (<http://www.mediacongo.net/emploi-societe-18537.htm>) et Procurement Undp (<http://procurement-notices.undp.org/>).

Contexte

Le plan d'action du programme pays du PNUD en République Démocratique du Congo pour la période 2013-2017 (CPAP 2013-2017) comporte 58 indicateurs de suivi de performance au niveau produit et 6 indicateurs du niveau effet repartis entre les deux piliers d'intervention du programme que sont la "Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD)" et la "Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie".

En septembre 2013, le PNUD a adopté au niveau global, son plan stratégique 2014-2017 dont la vision est de parvenir simultanément à éradiquer la pauvreté et à réduire sensiblement les inégalités et l'exclusion sociale. Ce plan comporte 7 effets dont la performance est mesurée à travers de plus de 187 indicateurs du niveau produit et effet. L'adoption par le PNUD de ce plan a fait de l'alignement du programme et projets de tous les bureaux pays du PNUD au monde au dit plan, une exigence mandataire.

Le PNUD RDC a conduit l'exercice d'alignement de son programme et de tous ses projets aux effets et aux produits sur ledit plan stratégique; plaçant ainsi le PNUD RDC dans l'obligation de renseigner annuellement les indicateurs du plan stratégique auxquels les projets du bureau pays ont été liés.

Dans cette même lancée, une grande opération de collecte de données des indicateurs IRRF du Plan stratégique a été organisée en février 2014, permettant ainsi de collecter les valeurs de référence de chacun de ces indicateurs pour la RDC, lesquelles baselines ont permis de fixer les cibles annuelles 2015, 2016 et 2017.

Le cycle programmatique combiné du CPD du PNUD RDC et du Plan Stratégique du PNUD se trouve en 2016 à une année de son terme et nécessite une mise à jour des résultats atteints dans ce cadre. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente collecte de données qui se justifie par la nécessité d'avoir des données quantitatives et qualitatives basées sur des évidences réelles en vue de mesurer les progrès accomplis depuis 2014 en rapport avec les cibles 2016 des indicateurs du CPAP 2013-2017 et ceux du cadre intégré des résultats et ressources du Plan stratégique 2014 – 2017 du PNUD.

Objectif

A travers cette mission, le bureau pays PNUD RDC envisage produire la situation actuelle des indicateurs de son cadre de résultats intégrant aussi bien les indicateurs du CPAP (2013-2017) que ceux du Plan Stratégique PNUD (2014-2017). La mission consistera essentiellement à collecter, analyser et à mettre à jour les données de mesure des indicateurs du programme pays et du plan stratégique (IRRF) au regard du cadre de performance élaboré en 2014:

- Collecter et analyser les données désagrégées sur les 58 indicateurs du CPAP 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016;
- Collecter et analyser les données désagrégées pour l'année 2016 sur les indicateurs du plan stratégique auxquels le programme du PNUD RDC est lié et ce pour l'année 2016;
- Renseigner les valeurs actuelles 2016 des indicateurs des cadres de résultats du CPAP et de l'IRRF;
- Documents sur les évidences et sources de données pour chaque résultat indiqué.

Duties and Responsibilities

Les tâches assignées au (à la) Consultant(e) international(e) sont les suivantes:

- Proposer une méthodologie détaillée décrivant la démarche, les outils ainsi que les techniques qui seront utilisés pour réaliser la collecte de données;
- Collecter les données de base et de cibles désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) qualitatives et/ou quantitatives relatives aux indicateurs sur l'Environnement et les changements climatiques en lien avec l'éradication de l'extrême pauvreté en RDC définis dans le Plan Stratégique du PNUD 2014 - 2017;
- Collecter et analyser les données désagrégées (sexe, âge, catégories sociales, etc.) sur les 58 indicateurs du CPAP 2013-2017 pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016;
- Collecter et analyser les données désagrégées pour l'année 2016 sur les indicateurs du plan stratégique auxquels les projets du PNUD RDC sont liés et ce pour l'année 2016;
- Renseigner les valeurs actuelles 2016 des indicateurs des cadres de résultats du CPAP et de l'IRRF;
- Documents sur les évidences et sources de données pour chaque résultat indiqué;
- Restituer les résultats de la collecte;
- Elaborer le rapport final de la mission;
- Superviser techniquement le consultant national.

Les tâches assignées au (à la) Consultant(e) national(e) sont les suivantes:

- Grâce à sa connaissance des institutions et de l'administration congolaise ainsi que des organisations de la société civile, participer à la collecte de données;
- Sous la conduite du (de la) consultant(e) international(e), participer aux contacts et réunions avec toutes les parties prenantes nationales et internationales sensés fournir les données;
- Effectuer le travail selon la répartition des tâches proposée par le (la) consultant(e) international(e);
- Fournir sa contribution lors de la restitution de la mission.

Méthodologie:

La méthodologie détaillée sera développée par l'équipe des consultants et doit inclure des méthodes et outils innovants fiables. A titre indicatif, la méthodologie précisera la manière opérationnelle et les séquences de la conduite de la collecte de données. Elle combinera des méthodes quantitative et qualitative et devra permettre d'analyser toutes les sources d'informations pertinentes. La méthodologie devra comprendre les éléments de base suivants :

- Revue documentaire : recours à la documentation existante notamment les rapports d'enquêtes nationales (MICS, EDS, KUBB,...) ; les rapports et études sectoriels (Profils de pauvreté 2009 et autres), les rapports narratifs des projets, les rapports d'évaluation finale des projets,
- Les méthodes quantitatives et qualitatives qui seront utilisées;
- La triangulation des données doit être effectuée pour assurer la validité interne et externe des informations collectées;
- Séances techniques de travail avec les Experts, Chefs des projets, Analystes au programme, Coordonnateurs, Team Leaders des piliers du programme pays ainsi qu'avec les partenaires nationaux impliqués dans la mise en œuvre des projets et programmes;
- Les rencontres éventuelles avec les bénéficiaires et les descentes sur terrain;
- Une restitution sera faite en plénière avec l'équipe du programme.

Durée et champs de la mission du consultant

La mission des Consultant(e)s est fixée pour une durée maximale de 30 jours calendaires y compris la

phase de revue documentaire, de collecte des données de restitution, de finalisation du rapport et de sa validation.

La mission sera menée sous la supervision générale du Coordonnateur de l'Unité Plaidoyer et Assurance Qualité (UPAQ) du PNUD avec l'assistance technique de l'entité S&E du PNUD ainsi que la collaboration de la de deux piliers du PNUD et des autres entités de l'UPAQ (Genre, ...).

Les rôles et responsabilités clés dans les processus de collecte de données sont répartis comme suit :

- a) Commanditaires de la collecte de données: le Senior Management du bureau pays du PNUD et le Ministère de la coopération internationale pour: fournir des conseils aux consultants, allouer les fonds et les ressources humaines nécessaires, être responsable et rendre compte de la qualité du processus et des produits de la collecte de données et recommander l'acceptation du rapport final du Groupe de référence;
- b) Équipe de collecte de données: Le consultant international et national pour effectuer la collecte de données, soumettre l'approche méthodologique, collecter et analyser les données, développer le projet de rapport, la présentation Power Point et le rapport final conformément aux termes de référence;
- c) Equipe de gestion: la gestion du processus de collecte et d'analyse sera placé sous la responsabilité de l'Unité Plaidoyer et Assurance qualité (UPAQ) et coordonnée par son Team Leader. Il lui reviendra notamment de: gérer les arrangements contractuels, le budget et le personnel impliqués dans la collecte de données; fournir un appui en coordination au groupe de référence, au commissaire et à l'équipe de collecte de données; fournir à l'équipe de collecte de données l'assistance administrative et les informations et données requises; Analyser le document d'approche méthodologique et les rapports de collecte de données pour s'assurer que la version finale répond aux standards de qualité.
- d) Groupe de référence : les représentants des parties prenantes (partenaires nationaux, partenaires de mise en œuvre, donateurs, bénéficiaires locaux) pour appuyer la collecte des données requises et passer en revue le draft du rapport de collecte de données pour la garantie de la qualité. Un atelier sera organisé avec le groupe de référence pour passer en revue le draft du rapport.

Livrables:

- La Note méthodologique, description de la démarche ou l'approche qui sera mise en œuvre pour réaliser les objectifs de la mission et les produits attendus - au plus tard 3 jours après la signature des contrats par les Consultant(e)s;
- Le rapport intérimaire ou rapport à mi-parcours de la mission de collecte des données qui donne un état du déroulement de la mission retraçant les constats, les données ou informations importantes collectées, les principales recommandations, les contraintes et les difficultés rencontrées, intégrations des observations et avis ou éventuelles réorientations de l'UPAQ.- 24 jours après la signature des contrats par les Consultant(e)s;
- Le rapport final du rapport de collecte de données Enrichissement du rapport intérimaire de mission des commentaires et observations reçus du CIDD et des informations supplémentaires recueillies. 3 jours après la transmission de la version finale de l'étude.

Competencies

- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU;
- Favoriser la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD;
- Démontrer sa capacité à travailler sans faire de discrimination d'ordre culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité sociopolitique;
- Démontrer de la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé;
- Avoir une bonne capacité de rédaction en français et une bonne compréhension de l'anglais;
- Une bonne capacité d'utilisation des logiciels courants (MS Word, MS Excel, MS PowerPoint, Internet).

Required Skills and Experience

Education:

- Etre titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en Statistique, démographie, Economie ou tout autre domaine similaire.

Expérience:

- Expérience d'au moins 10 ans dans la collecte et analyse des données dans un domaine similaire;
- Démontrer de bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences

- en politiques de développement;
- Avoir une expérience avérée en matière de planification stratégique;
- Avoir une bonne connaissance de l'Afrique en général et de la RDC en particulier (pour le consultant international);
- Maîtrise des thèmes transversaux tels la prise en compte du genre dans les programmes et projets;
- Une bonne connaissance du SNU et de ses procédures serait un atout;
- Excellent leadership et compétences managériales.

Langues requises:

- Maîtrise indispensable de la langue française (oral et écrit), la connaissance de l'anglais serait considéré comme un avantage.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

PDF Pro Evaluation

Annexe 2 : Liste des structures visitées et des personnes rencontrées

Date	Heure	Lieu	Institution	Nom et Prénoms	Qualité/Titre	Contact
03/10	10:20	Kinshasa	PNUD	Mr. Patrick D'Oliveira	Team Leader UPAQ	patrick.d.oliveira@undp.org
				Mr. Esaho Shungu Lolo	Analyste en Suivi-Evaluation, UPAQ	0997498207 lolo.shungu@undp.org
				Ms. Xavierine Kira	Analyste en Genre, UPAQ	0997088575 xavierien.kira@undp.org
12/10	11:35	Kinshasa	PNUD	Mr. Guy Kalashi Ngay	Expert National en Appui aux Institutions Démocratiques (membre de l'équipe d'évaluation à mi-parcours du CPAP - Effet 1)	0999945775 guy.kalashi@undp.org
	15:21	Kinshasa	CENI	Mr. Raphaël Lay Mananke	Responsable de l'Acquisition, de l'Aprovisionnement et du Suivi Direction du Patrimoine et Infrastructures CENI	0816513129 mannke73@hotmail.com
14/10	9 :15	Kinshasa	PNUD	Equipe du Pilier 2 du CPAP		
17/10	15 :30	Kinshasa	PNUD	Equipe du Pilier 1 du CPAP		
19/10	10 :30	Kinshasa	PNUD	Mr. Charles WASIKAMA	Conseiller au Programme, Environnement & Agriculture	0813884935 Charles.wasikama@undp.org
	10 :45	Kinshasa	PNUD	Mr. Dolly Kenga MWANZA	Associé au programme CIDD/PLASED	0811774800 dolly.kinga@undp.org
	11 :05	Kinshasa	APROSEC (entretien téléphonique)	Mr. André NKUSU KINKATU	Secrétaire Général	0998588838
	11 :50	Kinshasa	ANIMF (entretien téléphonique)	Mr. Alain KANIDA	Président	0810337881
20/10	10 :00	Kinshasa	PNUD	Mr. Patrick D'Oliveira Mr. Esaho Shungu Lolo	Team Leader UPAQ Analyste en Suivi-Evaluation	patrick.d.oliveira@undp.org lolo.shungu@undp.org
	11 :01	Kinshasa	PNUD	Stéphane AMANI	Conseiller au Programme	
	11 :30	Kinshasa	PNUD	Mr. Charles WASIKAMA	Conseiller au Programme, Environnement & Agriculture	0813884935 Charles.wasikama@undp.org
	12 :00	Kinshasa	PNUD/Ex-PASMIF II	Ms. Monah Andrianbalo		monah.andrianbalo@uncdf.org
	15 :45	Kinshasa	PNUD	Mr. Christian Akilimali K.		christian.akilimali@undp.org
24/10	12 :00	Kinshasa	PNMLS	Dr. Bossiky Ngoy B. Bernard Mr Yves Obotela	Secrétaire Exécutif National Adjoint Assistant	0998238898 0859030000
	14 :00	Kinshasa	Ministère du Budget	Mr Ndudi	Directeur de la programmation	0815261874
	16 :00	Kinshasa	Ministère des Finances	Mr. Mulemule	DIRCAB Finances	0815047242

25/10	10 :40	Kinshasa	PNUD	Mr. Christian Akilimali K.		
	11:00	Kinshasa	PNUD	Mr. Patrick D'Oliveira Mr. Esaho Shungu Lolo	Team Leader UPAQ Analyste en Suivi-Evaluation	patrick.d.oliveira@undp.org lolo.shungu@undp.org
	16:00	Kinshasa	PNUD	Mr. Guy Kalashi Ngay	Expert National en Appui aux Institutions Démocratiques (membre de l'équipe d'évaluation à mi- parcours du CPAP - Effet 1)	0999945775 guy.kalashi@undp.org
	18 :00	Kinshasa	PNUD	Mr. Patrick D'Oliveira Mr. Esaho Shungu Lolo	Team Leader UPAQ Analyste en Suivi-Evaluation	patrick.d.oliveira@undp.org lolo.shungu@undp.org
26/10	10:00	Kinshasa	PNUD	Mrs. Nelly Konkolongo		Nelly.konkolongo@undp.org
	18 :00	Kinshasa	PNUD	Mr. Esaho Shungu Lolo	Analyste en Suivi-Evaluation	lolo.shungu@undp.org